

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN

d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Mercredi 24 novembre 2021 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5396 - 18^e année

LA VISITE DU MINISTRE DE LA DÉFENSE ISRAËLIEN ATTISE LA COLÈRE DES MAROCAINS

Front uni contre Benny Gantz

► INFLUENCEURS ET JOURNALISTES AU SECOURS DU PROCESSUS BOITEUX DE LA NORMALISATION AVEC ISRAËL

LIRE EN PAGE 2



Des manifestants brandissent des pancartes contre la normalisation des relations avec Israël et le drapeau palestinien lors d'un rassemblement à Rabat

Ph : DR

ÉLECTIONS LOCALES DU 27 NOVEMBRE



Ph : APS

Fin d'une campagne sans relief

► LE FFS DÉNONCE DES « DÉRIVES » DE L'ANIE

P 3

IL A ORGANISÉ DES SIT-IN À TRAVERS LE PAYS

Le CNAPESTE poursuit son mouvement de protestation

P 3

ÉNERGIE

Sonatrach, c'est bientôt la reprise en Libye

P 5

HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL EULMA, CET APRÈS-MIDI À 15H30



Une belle empoignade pour la victoire

P 14

LES COURSES EN DIRECT

UN TEXTE DE LOI PRÉVOIT DE 6 MOIS À 2 ANS DE PRISON FERME CONTRE LES CONTREVENANTS

L'État déclare la guerre aux parkings sauvages

P 4



LA VISITE DU MINISTRE DE LA DÉFENSE ISRAËLIEN ATTISE LA COLÈRE DES MAROCAINS

Front uni contre Benny Gantz

Très actif depuis la normalisation officielle des relations entre Rabat et Tel-Aviv d'il y a près d'une année, « le Front marocain de soutien à la Palestine et de rejet de la normalisation », ne laisse pas passer inaperçue la visite, attendue hier soir, du ministre de la Défense israélien Benny Gantz.



PH: DR

Cette visite, qui intervient dans un contexte géopolitique explosif dans la région couplé d'un climat de tensions interne au Maroc, est une première pour un responsable d'un tel rang. Celui-ci risque de se casser les dents à considérer le refus populaire que compte lui réserver les Marocains qui en ont déjà pour leur compte depuis la signatu-

re des accords d'Abraham entre les deux alliés sous l'ex-président américain. En effet, le bureau du front uni antisioniste appelle le peuple marocain à un soulèvement consistant à organiser des manifestations à travers tout le territoire marocain pour dire au ministre israélien qu'il est indésirable, que sa visite au Maroc est rejetée dans le fond et dans la

forme pour tout ce qu'elle participe au prolongement du processus de normalisation avec l'entité sioniste. Dans un communiqué diffusé hier, le Front marocain de soutien à la Palestine et de rejet de la normalisation annonce l'organisation aujourd'hui même, mercredi, un sit-in de protestation, à l'occasion de l'arrivée du ministre israélien de la Défense

Benny Gantz, dans le but de « renforcer la coopération sécuritaire et de signer des accords de sécurité ».

Cette manifestation est attendue devant le Parlement marocain à Rabat se veut, selon ce Front antisioniste, un refus de la visite prévue du ministre israélien de la Défense Benny Gantz, dont l'arrivée était attendue pour hier soir. Dans la foulée, cette union a exhorté le peuple marocain « à rejeter la normalisation, à travers une forte participation » à cette action de protestation qui tranche avec les tentatives du Makhzen et de ses relais sionistes de faire avaler la couleuvre aux Marocains. C'est peine perdue pour Rabat qui, non seulement elle éprouve toutes les peines du monde à justifier en interne la normalisation avec Tel-Aviv, mais elle subit de plein fouet une volée de bois vert à l'international dans le dossier du Sahara occidental. Annoncée depuis plusieurs jours histoire de préparer l'opinion publique marocaine, la visite du ministre israélien de la Défense marque une nouvelle phase dans les relations entre les deux alliés, du fait qu'elle aborde la coopération sécuritaire. Un responsable israélien, repris par la presse sioniste, a expliqué ainsi que cette visite vise à « poser la première pierre de l'établissement de futures relations de sécurité entre Israël et le Maroc. Nous avons eu une certaine coopération, mais nous allons l'officialiser maintenant. C'est une annonce publique de notre partenariat ». Un engagement qui a de quoi en rajouter une couche aux tensions dans la région, dont l'Algérie est la cible privilégiée dans les nouveaux choix géopolitiques opérés par Israël et auquel il charge son allié marocain d'exécuter les termes pour abattre le voisin immédiat.

R. S.

Farid Guellil

R. I.

Des étudiants manifestent à Marrakech contre les conditions de recrutement dans le secteur de l'éducation

Les manifestations estudiantines ont gagné d'autres villes marocaines dont Marrakech, où des centaines d'étudiants de l'université El Kadhi-Ayadh sont descendus dans la rue pour protester contre les conditions posées par le gouvernement pour participer au concours de recrutement dans le secteur de l'éducation. Les protestataires qui ont commencé à marcher à partir de la faculté des droits et des sciences juridiques vers l'Académie régionale de l'éducation et de l'enseignement, ont scandé des slogans dénonçant avec force les conditions posées récemment par le ministère de l'Éducation, tels que: "Révoltez-vous les jeunes contre les dirigeants du pays", "Liberté, dignité, justice sociale", ou encore "Le peuple veut l'annulation de la présélection". Le gouvernement marocain a fixé

à 30 ans, l'âge maximal pour participer au concours de recrutement dans le secteur de l'éducation, une décision qui a suscité une vague de protestations au sein de plusieurs universités à travers le royaume, exigeant son "annulation" par le ministère de tutelle. La ville de Fès a déjà connu un mouvement de protestations similaire appelant à l'"annulation" des conditions de la présélection et de l'âge, fixées par le ministre de l'Éducation, une décision qui exclut, selon les contestataires, les titulaires de Doctorat et de Master.

À Meknès aussi, des dizaines de manifestants ont appelé le gouvernement à "annuler" les deux conditions et à assurer l'égalité des chances pour tous.

POUR LEVER LES RÉTICENCES DU PEUPLE MAROCAIN

Influenceurs et journalistes au secours du processus boiteux de la normalisation avec Israël

Dans le cadre de l'accord de normalisation conclu au mois de décembre 2020, Marocains et Israéliens sont passés à une nouvelle étape, celle de la séduction des populations marocaines, hostiles à tout rapprochement avec l'entité sioniste. C'est un travail au corps qu'ils s'approprient à lancer via les médias et les réseaux sociaux.

C'est ainsi qu'une délégation de journalistes et d'influenceurs marocains a débarqué en Israël où elle séjournera cinq jours. Le quotidien israélien gratuit, « Israël Hayom », qui a rapporté l'information a indiqué que cette délégation, invitée à l'initiative du ministère israélien des Affaires étrangères, visitera El-Qods occupée et plusieurs villes des territoires palestiniens occupés et rencontrera le chef de la diplomatie de l'entité sioniste Yaïr Lapid et plusieurs députés de la Knesset. Elle sera hébergée à l'hôtel «Vert», à Jérusalem où toutes les commodités lui ont été réunies à l'instar de salles de prières ou de télévisions per-

mettant l'accès à des chaînes marocaines. Cette initiative vise à lever les réticences du peuple marocain qui continuent d'entraver la dynamique de normalisation des relations diplomatiques avec Israël. Il faut savoir que le lobbying israélien avait besoin d'une campagne médiatique pour faire avaler la pilule de la normalisation au peuple marocain. Après les images du personnel de la représentation de l'entité sioniste au Maroc, distribuant des aides et des pacs alimentaires à des nécessiteux marocains durant le mois de Ramadhan dernier et qui avaient été largement relayées par les médias israéliens, est venu le temps, pour lui, de passer à une nouvelle étape dans la campagne de séduction.

Il faut savoir que cet activisme du gouvernement et des médias israéliens n'est pas fortuit et s'inscrit dans le sillage de l'accord d'Abraham conclu entre le Maroc, Israël, les USA et des monarchies du Golfe. Cet accord conclu le 22

décembre 2020 prévoit une reconnaissance de la marocanité du Sahara occidental par les USA, en contrepartie d'une normalisation des relations diplomatiques entre Rabat et Tel Aviv. Le Maroc qui avait applaudi la reconnaissance, par l'administration de Donald Trump, de sa souveraineté sur le Sahara occidental, s'est retrouvé piégé après le départ de l'ancien pensionnaire de la maison blanche et l'arrivée de Joe Biden qui a déclaré s'en tenir au plan onusien de règlement du problème du Sahara occidental et de reconnaître la légalité internationale. Il y a quelques jours, le ministre marocain des Affaires étrangères Nasser Bourita a reçu un véritable camouflet quand il a été reçu à Washington par des sénateurs du Congrès américain qui lui ont rappelé que les USA s'en tiennent toujours au plan de décolonisation du Sahara occidental et que l'administration Biden n'est nullement tenue d'appliquer une décision prise par son prédécesseur et foulant aux pieds la

légalité internationale. Une véritable gifle pour le Maroc qui se retrouve ainsi otage d'un processus de normalisation avec l'entité sioniste qu'il a chèrement payé puisque Washington n'est plus tenu de reconnaître sa souveraineté sur le Sahara occidental.

Dans le même cadre, le Syndicat national de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique au Maroc (SNESUP) a dénoncé l'accélération de la normalisation entre les universités marocaines et leurs homologues de l'entité sioniste, relevant que "cette démarche est en train d'ouvrir grandes les portes aux criminels de guerre en vue de propager leur culture, sous prétexte des échanges et visites académiques". Cette réaction du SNESUP n'est pas la seule au Maroc puisque plusieurs organisations syndicales et de la société civile ont dénoncé le processus de normalisation et comptent s'y opposer par tous les moyens.

Slimane B.

ÉLECTIONS LOCALES DU 27 NOVEMBRE

Fin d'une campagne sans relief

La campagne électorale pour les élections locales du 27 novembre a pris fin hier. Les candidats ont tentés trois semaines durant de convaincre les électeurs par des programmes jugés en deçà des attentes des citoyens surtout ceux consistant à résoudre les problèmes locaux. Autrement dit, les postulants sont désormais astreints au silence électoral.



Ph: DR

En effet, la campagne électorale pour les élections locales organisées samedi prochain a pris fin hier à minuit, soit 3 jours avant la date du scrutin. Une période au cours de laquelle les candidats doivent s'abstenir de faire campagne, conformément à la Loi organique relative au régime électoral. L'article 74 de cette loi stipule, que « nul ne peut, par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit, faire campagne, en dehors de la

période prévue à l'article 73 ci-dessus » qui dispose que la campagne est « déclarée ouverte vingt-trois (23) jours avant la date du scrutin et s'achève trois (3) jours avant la date du scrutin ». Cependant les candidats aux élections locales n'ont plus le droit de sortir dans la rue, rencontrer des citoyens, animer des meetings pour les convaincre de voter en leur faveur lors de ce rendez-vous électoral.

Or que et malgré les moyens qui ont été mis à leurs disposition à l'instar des médias et des salles de conférences, les maisons de jeunes, les lieux publics... les candidats ne les ont pas vraiment exploités, car

nous avons observé une campagne timide qui s'est limitée sur certains partis politiques et chefs de partis animant des meetings et se déplaçant dans les différentes wilayas du pays, en absence de discours fort qui peut attirer le citoyen. En effet les discours prononcés en cette période étaient au-dessous des aspirations du peuple, notamment en matière d'exposition des programmes sur les questions de gestion des affaires locales -communes des villes, des régions rurales et du sud du pays, manquant de propositions sur l'amélioration du cadre de vie local des citoyens, espaces verts, revêtement des trottoirs et des chaussées, l'en-

tretien des édifices, les éclairages, les espaces de sport et de loisirs, notamment activités culturelles, sécurisation des alentours des écoles, de prévention contre la circulation des voitures ou de criminalité et trafic de drogue, la gestion des ordures qui s'entassent, nettoyage des communes,... aussi la prise en charge de la catégorie des personnes aux besoins spécifiques a été ignorée, outre cela, la lutte contre la bureaucratie ainsi que beaucoup d'autres préoccupations des citoyens n'ont pas été abordées par les candidats à ce rendez-vous.

Par ailleurs, et dans une première évaluation de la campagne électorale par les autorités concernées, le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a estimé que la campagne électorale s'est déroulée de manière « positive », les règles de bonne conduite ayant été respectées. La loi organique relative au régime électoral énonce que « tout candidat ou personne qui participe à une campagne électorale doit s'abstenir de tenir tout discours haineux et toute forme de discrimination ». Charfi a fait état de quelques « dépassements mineurs », en relation avec le non-respect du protocole sanitaire pour faire face à l'épidémie du Coronavirus (Covid-19).

Sarah Oub.

Le FFS dénonce des « dérives répétées et dangereuses » de l'ANIE

Le Front des forces socialistes (FFS) a dénoncé à nouveau des « dérives répétées et dangereuses » à Timimoun, dans la commune de Talmine, qui consistent en « la désignation d'un délégué municipal de l'Anie, qui a des liens de parenté au premier et au deuxième degré avec les candidats de l'une des listes concurrentes », lit-on dans un communiqué du parti signé par le premier secrétaire du parti, Youcef Aouchiche. Le FFS a considéré que cette proximité familiale « porte atteinte au principe d'impartialité », et donc à

« l'intégrité du processus électoral en général dans la commune de Talmine ».

Également le parti a signalé une « flagrante violation de la loi », à savoir que « ce délégué a nommé deux encadreurs » de l'opération électorale dans la région, qui sont « de la même famille que le candidat de la liste concurrente » en question. Aussi, et dans le sillage de ces « dépassements », les correspondances des structures locales du FFS à l'adresse de la direction du parti ressortent, selon toujours le même communiqué, le fait que leurs candidats « ne béné-

ficient pas des conditions minimales » pour la tenue de leur meeting de campagne dans les salles réservées à cet effet. En ce sens, le FFS a demandé à l'Autorité centrale de Mohamed Charfi d'assumer « instantanément » ses responsabilités et l'a appelée à « intervenir pour corriger la situation et mettre fin aux violations de la loi », soulignant que « le processus électoral doit être mené conformément au principe de l'égalité des chances pour toutes les listes en course ».

Sarah O.

Les écoles sont à la disposition de l'Anie à partir d'aujourd'hui

Les établissements scolaires, mobilisés pour abriter les opérations électorales prévues samedi prochain, ont été destinataires de circulaires par les directions de l'éducation dans lesquelles ils ont été appelés à prendre leurs dispositions. Selon les mêmes circulaires, il a été donc décidé de mettre ces écoles à la disponibilité de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), à partir de la soirée de ce mercredi jusqu'au dimanche soir. De ce fait, les élèves de ces établissements seront en congé forcé à compter d'aujourd'hui jusqu'à lundi prochain.

Ania N. ch

ANIE De nouveaux SG des délégations à Alger, Oran, Constantine et Annaba

À trois jours du jour « J » et à la fin de la campagne électorale, l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a désigné quatre Secrétaires généraux des délégations des wilayas d'Alger, Oran, Constantine et Annaba. Dans un communiqué de presse, l'Anie précise que « dans le cadre du parachèvement des mesures de sélection et de désignation des secrétaires généraux des quatre délégations régionales pilotes des wilayas d'Alger, Oran, Constantine et Annaba de l'ANIE, et conformément aux dispositions de l'arrêté de l'autorité n 26 du 10 Dhu al-Qa'dah

1442 correspondant au 21 juin 2021, modifié et complété, qui prévoit la création d'un secrétariat général auprès des délégations de wilayas de l'ANIE, son organisation et son fonctionnement, l'autorité annonce la sélection de quatre candidats pour leur désignation en qualité de secrétaires généraux des délégations de wilayas suscitées ». Rappelant que l'opération de sélection s'est déroulée en trois étapes. La première a consisté en la sélection de quatre candidats de chaque wilaya par la commission centrale d'étude des candidatures au poste de secrétaire général de délégation de wilaya de l'au-

torité, sur la base des dossiers déposés via la plateforme de cette instance. Les candidats ont, par la suite, passé un entretien oral avec la commission compétente au niveau des quatre délégations, qui a été présidé par le coordonnateur de wilaya. Cette étape a permis de choisir deux candidats de chaque délégation de wilaya. Pour ce qui est de la troisième étape, les deux candidats de chaque wilaya ont eu un entretien avec la commission centrale composée des conseillers du président de l'ANIE, qui a été présidé par Mohamed Charfi, et suivi de délibérations au terme desquelles quatre candi-

dates ont été retenus pour le poste de Secrétaire général des délégations des wilayas d'Alger, Oran, Annaba et Constantine. Cependant l'autorité de Charfi, créée le 5 septembre 2019 par une loi organique, chargée de gérer selon cette loi, toutes les étapes du processus électoral à partir de la préparation des élections jusqu'à la proclamation des résultats préliminaires, n'a pas avancé des détails sur cette désignation tardive, et les raisons à l'origine du retard, surtout que l'ANIE avait déjà encadré deux rendez-vous électoraux les présidentielles et les législatives.

Sarah Oub.

DES RASSEMBLEMENTS ONT ÉTÉ ORGANISÉS À TRAVERS TOUTES LES WILAYAS La contestation du CNAPESTE ne faiblit pas

Alors que du côté du ministère de l'Éducation, le silence persiste, le Cnapeste reste pour sa part résigné à poursuivre son mouvement de contestation entamé le 2 novembre dernier. En plus du maintien de la grève cyclique chaque semaine, le syndicat, qui compte le plus d'adhérents parmi les travailleurs de l'Éducation, a initié, lundi passé, des rassemblements devant toutes les directions de wilayas. Mais pas que, en l'absence de réponse des responsables, en charge du secteur, les dirigeants du même syndicat menacent de durcir la contestation en organisant, très prochainement, un rassemblement nationale à Alger. S'agissant de la grève tenue dimanche et lundi passés, celle-ci a été suivie selon le porte-parole du Cnapeste, Messaoud Boudiba, de 60% à 90% dans les lycées, de 40 à 78% dans les CEM et pas moins de 30% dans les établissements du primaire. Des wilayas où la grève a été considérablement observée la même source évoque Boumerdès, Oran, Constantine, Tizi Ouzou, Béjaïa, Bouira, M'sila, Nâama, Guelma, Annaba et Médéa. Selon Boudiba, le durcissement du mouvement de contestation s'est imposé suite à l'attitude de la tutelle qui continue d'ignorer les réclamations et les préoccupations des travailleurs.

À rappeler que le Cnapeste revendique d'abord l'ouverture de nouveaux postes budgétaires pour mettre fin à la pression exercée sur le personnel enseignant, qui dispense, au quotidien, un volume horaire important. Sa plateforme de revendication tourne aussi autour de l'augmentation des salaires pour faire face à l'érosion du pouvoir d'achat de l'enseignant, les arriérés non honorés depuis 2018 concernant les promotions et les heures supplémentaires, les promotions gelées depuis deux ans et privant les enseignants des dividendes. Il réclame aussi la protection des libertés syndicales, le retour de la retraite anticipée, le droit au logement et à la médecine du travail.

Ania Nait Chalal

UN PROJET DE LOI FIXE UNE PEINE DE 6 MOIS À 2 ANS DE PRISON FERME CONTRE LES CONTREVENANTS

Guerre ouverte contre Les parkings sauvages

Le fait est de notoriété publique ; les parkings automobiles sauvages prolifèrent dans les villes et cités urbaines et les tenants, des individus au profit douteux, jouissent des années durant de l'impunité totale. Pourtant le phénomène est d'une telle gravité qu'il porte atteinte à l'autorité publique que de s'emparer notamment d'un espace, bien commun à tous les citoyens et est sacralisé par la loi. C'est sans compter l'agression et le diktat exercés sur l'automobiliste. Ce ne serait plus désormais le cas, et l'État est décidé à frapper d'une main de fer contre ce phénomène.



Ainsi, les autorités publiques à leur tête le ministère de la Justice ont décidé de sévir contre le phénomène des parkings automobiles illicites. Lundi, lors de la présentation à l'APN du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance 66-156 du 08 juin 1966 portant Code pénal, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tebbi, a fait savoir que ce projet de loi renferme, la criminalisation de l'exploitation illégale de la voie publique, comme les parkings en contrepartie et sans autorisation de l'autorité administrative compétente, avec une peine de prison de 6 mois à deux années et une amende de 25.000 DA à 200.000 DA, avec confiscation des fonds qui en proviennent. À ce propos, le ministre dira

que ce phénomène exacerbe les citoyens et mène le plus souvent à des rixes qui portent atteinte à l'ordre public, expliquant que cet amendement est de nature à mettre un terme à l'anarchie qui caractérise la gestion des parkings et permettra aux collectivités locales d'encadrer cette activité. D'autre part, le premier responsable du secteur de la Justice a souligné qu'un autre amendement est prévu dans ce projet et concerne la criminalisation de certains nouveaux actes très largement répandus dans la société, car constituant une menace à l'ordre public et compliquent la vie quotidienne du citoyen à l'instar de la fermeture des sièges des institutions publiques ou des collectivités locales par n'importe quel moyen où

motif, a-t-il dit. Il s'agit là d'un phénomène ayant connu dernièrement une propagation sans précédent dans notre pays et qui a entraîné le blocage de plusieurs structures, a-t-il poursuivi. Il a, à ce effet, révélé que ce projet de loi durcit la peine en cas d'entrave à l'accès aux administrations ou aux établissements publics et aux Collectivités locales ou à leur fonctionnement ordinaire ou le fait d'empêcher leurs personnels d'exécuter leurs missions, précisant que ce projet instaure également des peines sévères pouvant atteindre 20 ans de prison, assorties de deux millions de DA, si ces actes sont commis par la force ou en menaçant d'y recourir par plus de deux individus ou par les armes.

Ania Nch

RECRUESCENCE DU NOMBRE DE VICTIMES DES ACCIDENTS DE LA ROUTE

30 morts et 937 blessés en une semaine

Trente-neuf personnes sont décédées et 937 autres ont été blessées dans 799 accidents de la route durant la semaine du 14 au 20 novembre courant à travers le territoire national, a indiqué hier, la Protection civile dans un communiqué. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Tébessa avec 04 personnes décédées sur les lieux de l'accident et 07

autres blessés prises en charge par les secours de la Protection civile, puis évacuées vers les structures hospitalières suite à 15 accidents de la route, précise le communiqué. Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué durant la même période, 65 opérations de sensibilisation à travers 58 wilayas por-

tant sur la pandémie, rappelant aux citoyens la nécessité du respect de confinement, le port de bavettes, ainsi que les règles de la distanciation sociale. Les mêmes unités ont effectué 99 opérations de désinfection générale à travers 58 wilayas, touchant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles. En outre, les secours ont effectué 719 interventions

pour procéder à l'extinction de 448 incendies urbains, industriels et autres, les plus importants enregistrés au niveau de la wilaya d'Alger avec 69 interventions pour l'extinction de 45 incendies. Aussi, pour les opérations diverses, 5948 interventions ont été effectuées durant la même période pour l'exécution de 5203 opérations d'assistance aux personnes, ainsi que le sauvetage de 372 personnes en danger. La chargée de l'information et de la communication à la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR), Fatma Khellaf a mis l'accent, jeudi dernier, sur la nécessité de renforcer l'action commune pour ancrer la culture routière au sein de la société, face à la recrudescence du nombre de victimes des accidents de la circulation ces dernières années. Dans une déclaration aux médias, en marge des portes ouvertes sur la sécurité routière organisées dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale du souvenir des victimes des accidents de la route, 21 novembre dernier, Mme Khellaf a insisté sur l'impératif "d'ancrer la culture routière chez les nouvelles générations de façon à réduire les accidents de la route". La DNSR a recensé, durant les neuf premiers mois de l'année en cours, 2 575 morts et 24 693 blessés dans 18 287 accidents de la circulation au niveau national.

R. N./APS

Omar Soualah

INTERNET HAUT DÉBIT FIXE

L'Algérie gagne 30 places au classement Speedtest d'Ookla

L'Algérie a gagné 30 places au dernier classement "Speedtest Global Index" établi, pour le mois d'octobre 2021 concernant les vitesses de l'internet haut débit fixe, en grimant du 171e rang, occupé en mois de septembre dernier, à la 141e position. Cette remontée au classement qualifiée de "spectaculaire" dans une publication d'Ookla, la société qui établit ce classement, est liée à l'augmentation de la vitesse du débit internet pour l'ensemble du parc des abonnés en Algérie, cela en conservant les mêmes tarifs, au cours de 2021, en plus de la prise en compte d'un nouveau paramètre dans l'établissement de ce classement. En effet, Ookla a publié sur son site qu'elle allait inclure, "également", à partir de ce mois de novembre, "des données sur les performances médianes pour mieux refléter les vitesses qu'un utilisateur est plus susceptible d'atteindre". Ce paramètre de vitesse médiane sera le seul pris en compte dans l'établissement du classement "Speedtest Global Index" à compter du 15 février 2022, a annoncé, en outre, la société. Ainsi, l'Algérie se classe en tête des pays ayant bénéficié de cette nouvelle méthode de calcul des vitesses de débit internet fixe, alors que le Venezuela est

le pays qui a perdu le plus de places (-35) en rétrogradant de la 129e à la 164e place. Pour cause, l'ancienne méthode de calcul se basait sur la moyenne arithmétique des vitesses de débit, alors que le nouveau paramètre adopté par Ookla, à présent, se réfère à la vitesse médiane. La différence entre les deux méthodes est expliquée par l'organisme qui réalise le classement par le fait que "la médiane est une mesure qui capture l'expérience de l'utilisateur type, étant moins susceptible d'être influencée, en termes statistiques, par les valeurs aberrantes de la moyenne". Ookla a estimé à ce titre que lorsque le gap entre le débit moyen utilisé par la majorité des utilisateurs est de loin inférieur à la vitesse de débit la plus haute, mais qui n'est accessible qu'à un nombre limité d'abonnés, cela influe sur la moyenne obtenue au final. L'homogénéité de la vitesse de débit en Algérie fait que la moyenne arithmétique et la médiane ne soit pas très différente (10,61 pour la moyenne arithmétique contre 9,85 pour la moyenne médiane). Cela contrairement au Venezuela où la moyenne arithmétique est estimée à 25,98, alors que la moyenne médiane chute à 5,85.

R.S.

R. S.

ILS RÉCLAMENT L'OUVERTURE DE LIGNES DE TRANSPORT DE VOYAGEURS

Des citoyens protestent à Bouira

Plusieurs dizaines de citoyens habitants des trois villages Ikachouchen, Martine et El Rahmania, relevant de la commune Ain Turk, à quelques dix kilomètres au nord-est du chef-lieu de la wilaya de Bouira ont organisé hier un sit-in de protestation devant le siège de la direction du transport afin de réclamer des autorisations de lignes reliant le chef-lieu de la wilaya et leurs villages. Selon les protestataires, des centaines d'élèves, des enseignants et des travailleurs parcourent plusieurs kilomètres à pieds pour rejoindre leurs établissements scolaires et lieux de travail et ce faute de transport de voyageurs. Les villageois en colère, diront qu'ils ont passé à cette action musclée après avoir épuisé toutes les voies légales sans succès. Leurs progénitures continuent de parcourir plus de trois kilomètres sous la pluie pour rejoindre leurs bancs de classes. Nos interlocuteurs précisent qu'ils ont été reçus il y a quelques mois par les responsables de la direction du transport de la wilaya, qui leur ont promis de prendre en charge le problème mais en vain, les quelques transporteurs privés que compte la municipalité assurent juste la liaison du chef-lieu de la wilaya et le chef-lieu de la commune. Hier une autre délégation de villageois a été reçue, selon eux par le chef de service concerné auprès de la direction du transport. Ce responsable a rassuré les représentants des villageois, en leur expliquant que six nouvelles autorisations viennent d'être accordées à des transporteurs de voyageurs privés. Ces autorisations qui sont au niveau de la signature, seront attribuées incessamment aux transporteurs comme demandé par les villageois, précise encore le chef de service. Une commission sera aussi dépêchée sur place pour dégager des assiettes qui serviront d'arrêts de bus. Après leur entretien avec ledit responsable les villageois ont décidé de sursoir à leur action de protestation non sans menacer de revenir à la charge dans les quelques jours à venir si leur doléance qu'ils qualifient de légitime ne sera pas prise en charge. Par ailleurs il importe de rappeler que plusieurs villages répartis sur différentes municipalités de la wilaya, notamment celles de la haute montagne souffrent du problème du manque de transport de voyageurs.

POINT COVID-19

172 nouveaux cas, 119 guérisons et 4 décès

Cent soixante-douze (172) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 119 guérisons et 4 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, hier, le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 209 283, celui des décès à 6 030 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 143 532.

Par ailleurs, 21 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 22 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 22 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 4 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

ENERGIE

Sonatrach reprend bientôt ses activités en Libye

La reprise prochaine par le groupe Sonatrach de ses activités de prospection et de production en Libye ainsi que les opérations de réhabilitation et de maintenance, est confirmée par sa participation au Sommet libyen sur l'énergie et l'économie qui s'est tenu à Tripoli les 22 et 23 novembre.



PH: DR

Cette rencontre visait à présenter le plan d'investissement du gouvernement libyen dans les secteurs du pétrole et du gaz pour augmenter les capacités de production et les programmes de formation et de mise à niveau des cadres libyens.

Les projets d'investissement dans les énergies renouvelables et de développement du réseau public d'électricité ont également été présentés à cette occasion. Dans la perspective du retour à la stabilité politique dans le pays, avec le rétablissement de la sécurité, la Libye veut augmenter sa production de pétrole et de gaz, pour répondre aux besoins de sa reconstruction et de son développement. Selon

les spécialistes, les autorités libyennes comptent accroître la production pétrolière par « l'augmentation du débit des champs actuellement en production, le développement de nouveaux champs et le redémarrage de plusieurs champs endommagés ». L'augmentation de la production de gaz est destinée à satisfaire les besoins de production d'électricité. Tout dépend, évidemment, de l'évolution de la situation politique et sécuritaire dans ce pays. Plusieurs compagnies mondiales spécialisées dans le domaine pétrolier, gazier et énergétique, dont Sonatrach, ont pris part à cette rencontre. Sonatrach, pré-

sente en Libye de longue date, en vertu de contrats de partenariat avec la Compagnie pétrolière nationale libyenne (NOC) dans le domaine de l'exploration et de la production, a participé au Sommet avec une délégation composée de cadres supérieurs du groupe et des PDG de ses filiales spécialisées dans les services pétroliers. Un communiqué du Groupe pétrolier national fait savoir que ce sommet a été l'occasion d'examiner les moyens de coopération avec la partie libyenne à travers la participation des filiales de Sonatrach aux opérations de mise à niveau et de maintenance des installations pétrolières et gazières et la

reprise très prochaine par le groupe de ses activités d'exploration et de production. L'Algérie a anticipé sur le retour à la paix et à la stabilité en Libye en réamorçant, sans attendre, les relations économiques avec ce pays. Lors du forum économique algéro-libyen, tenu à Alger fin mai dernier, dans le but de renforcer la coopération entre les deux pays, le Président-directeur général du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, avait assuré les responsables libyens présents au forum sur la disponibilité de Sonatrach à améliorer les relations exceptionnelles avec la NOC afin de mettre en place une coopération économique au bénéfice des deux parties et développer l'industrie pétrolière et gazière dans les deux pays. À la même occasion, la NOC, dirigée par Mustafa Abdellah Sanallah, avait appelé le Groupe Sonatrach à contribuer à la reconstruction et à l'entretien des champs et des ports pétroliers et des programmes de forage en Libye. Mustafa Abdellah Sanallah a souhaité la mise en place de programmes de jumelage entre les entreprises du Groupe Sonatrach et leurs homologues des sociétés de services relevant de la NOC. À ce moment déjà, une réunion entre les dirigeants du Groupe Sonatrach et de la NOC avait porté sur l'examen de la possibilité pour la Sonatrach de reprendre ses activités en Libye, en parachevant ses engagements contractuels dans les zones contractantes 065 et 96/95 (bassin de Ghadamès). Pour rappel, en avril 2009, Sonatrach à travers sa filiale Sipep et la National Oil Corporation (NOC) libyenne avaient annoncé une découverte de pétrole suite au forage du puits d'exploration A1-65/02 situé dans le bassin de Ghadamès à environ 230 km au Sud de Tripoli (Libye). L'intervention militaire de l'OTAN et de ses alliés en Libye et l'assassinat de Moammar El-Guedafi, il y a dix ans, ont jeté ce pays dans une situation chaotique qui a conduit à la suspension de la coopération entre Sonatrach et la NOC.

M'hamed Rebah

R. E.

CE PROJET ÉNERGÉTIQUE SERA RÉALISÉ DANS SIX WILAYAS DU SUD ET L'APPEL D'OFFRE EN VOIE D'ÉLABORATION

« Solaire 1 000 » lancé avant fin 2021

Le ministère de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables a retenu 11 sites pour la réalisation du projet de "Solaire 1 000" qui comprend des stations de production d'énergie solaire d'une capacité globale de 1 000 mégawatts. Le ministère a précisé, dans un communiqué, qu'en attendant le lancement effectif de la nouvelle Société algérienne des énergies renouvelables "SHAEMS", un groupe de travail spécialisé a été mis sur pied pour préparer les documents relatifs à l'appel d'offre destiné aux investisseurs dans le cadre du projet "Solaire 1 000" et examiner les éléments externes liés à ce dernier. Le groupe de travail a élaboré un travail préliminaire en prévision du lancement du projet

"Solaire 1 000" avant la fin de l'année en cours. Il s'agit notamment du choix des sites adaptés aux exigences de réalisation des stations d'énergie solaire du projet "Solaire 1 000", en tenant compte de l'accessibilité aux sites et de la possibilité de raccordement au réseau électrique. 11 sites d'une superficie globale de 4250 hectares ont été retenus, avec la participation efficiente des wilayas concernées, à savoir El-Bayadh, Ouargla, El Oued, El M'Ghair, Ghardaïa et Béchar. Le même groupe a fixé les conditions financières requises pour ce type de projets afin d'assurer son financement par les investisseurs, avec le concours du ministère des Finances.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Un projet pour donner plus de visibilité au produit algérien

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique projette de mettre en place des mécanismes susceptibles d'assurer davantage de visibilité à la production algérienne, comme révélé par Abdelhafid Aouagh, directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique, en marge d'une rencontre de l'atelier national sur la promotion de la recherche dans les sciences humaines. En outre, le même responsable a annoncé l'adoption d'une stratégie visant l'instauration d'un environnement plus propice à la recherche. Il a ajouté que parmi ces mécanismes figure l'encouragement des jeunes chercheurs notamment les doctorants à élaborer leurs thèses en anglais et à traduire leurs recherches dans cette langue en tant que langue actuelle de la recherche scientifique et l'un des critères de la visibilité internationale. Il a souligné, à cet effet que 94 %

de la production scientifique mondiale est rédigée en anglais et les chercheurs ne maîtrisant pas l'anglais perdent d'énormes informations", estimant que la langue dans ces cas constitue "une entrave qu'il s'agit de traiter. De son côté, Camilla Aït Yahia, directrice de la programmation de la recherche, de l'évaluation et de la prospective a indiqué à la direction générale de la recherche scientifique, que les

autres mécanismes portent sur l'intégration de la numérisation et de l'intelligence artificielle dans le domaine de la recherche scientifique en Algérie pour une meilleure identification des chercheurs, la présentation de leur production, le gain de temps et d'efforts et la constitution d'archives de la production scientifique. De plus elle estime que « l'Algérie dispose d'une quantité colossale de savoir non lu à

l'échelle internationale » et cela affecte les échanges pédagogiques et la classification internationale de l'université algérienne.

Par ailleurs l'atelier national sur la promotion de la recherche dans les sciences humaines et sociales, initié par l'Agence thématique de recherche en sciences sociales et humaines, regroupe pendant deux jours une cinquantaine de chercheurs dans les disciplines

humaines et sociales. Les communications programmées abordent notamment l'état actuel de la recherche algérienne en sciences humaines et sociales, la numérisation et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, la pluridisciplinarité et le rôle des langues étrangères dans la consolidation des sciences humaines et sociales.

A. Mounir

BANQUE D'ALGÉRIE

Le plafond des taux d'intérêts est de 10% désormais

La Banque d'Algérie a rendu public lundi une nouvelle instruction aux banques et établissements financiers, qui revoit à la baisse le plafond des taux d'intérêts des crédits. Il s'agit de l'instruction n 10-2021 du 21 novembre 2021 modifiant et complétant l'instruction n 8-2016 du 1er septembre 2016 relative aux modalités de fixation des taux excessifs. Selon la nouvelle instruction, cela "constitue un

crédit à taux d'intérêt excessif, tout concours consenti à un taux d'intérêt effectif global qui excède, au moment où il est consenti, de plus d'un dixième, soit 10% (contre 20% dans le texte initial), le taux effectif moyen pratiqué au cours du semestre précédent par les banques et établissements financiers pour des opérations de même nature". Cette nouvelle instruction prend effet à compter du 21 novembre. Pour rappel,

l'instruction de la Banque d'Algérie relative aux modalités de fixation des taux d'intérêts excessifs vise principalement à protéger les consommateurs de services financiers, de toute tendance excessive en matière de facturation que les banques et établissements financiers peuvent administrer sur les différentes catégories de crédits qu'elles consentent à leur clientèle.

R. E.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE BLANCHIMENT D'ARGENT L'Algérie a émis près de 150 commissions rogatoires

Près de 150 commissions rogatoires ont été lancées par la justice algérienne dans le cadre de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux. C'est ce qu'a révélé hier, à Alger, le directeur général de l'École supérieure de la magistrature, Abdelkrim Djadi.

C'est lors de son passage, hier, dans l'émission "l'invité de la rédaction" de la chaîne III de la Radio nationale que le responsable A. Djadi a fait savoir que le secteur de la Justice « a actuellement quelque 150 commissions rogatoires en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux qui sont en cours », soulignant que « l'instruction dans ce genre de dossiers est complexe et elle prend un peu de temps ». Pour ce responsable « toutes ces procédures deviennent complexes quand on traite avec des partenaires étrangers », a-t-il soutenu expliquant qu'il y a des pays qui facilitent l'entraide, d'autres vont plus lentement alors qu'il y a d'autres aussi qui, « ne nous facilitent pas la tâche ». M. Djadi a ajouté que le traitement de ces dossiers se fait au cas par cas et la justice algérienne « essaie justement d'avancer sûrement dans chaque dossier ». Il faut arriver, selon l'invité de l'émission de la Radio nationale, à « déterminer les biens mal-acquis, leur endroits et leur régime juridique pour pouvoir engager des procédures », lesquelles, a-t-il estimé, « prennent le temps qu'il faut en fonction du régime de chaque dossier ». Évoquant la réforme du secteur de la justice, le directeur de l'École supérieure de la Magistrature a estimé qu'elle doit « aller étape par étape », et il faut « savoir classer les priorités ».

Il dira à ce propos, que « nous avons beaucoup de chantiers ouverts concernant la révision de certaines règles qui régissent la comparution immédiate pour la rendre plus efficace, les règles qui régissent le tribunal criminel afin de le rendre moins coûteux et plus efficace, ainsi que celles relatives à l'organisation judiciaire, dans l'ordre ordinaire ou l'ordre administratif ainsi que la classification des juridictions », a-t-il relevé. M. Djadi a affirmé que : « L'idée derrière toutes ces réformes, c'est d'avoir une stabilité juridique: une stabilité dans les textes et dans les pratiques ». Il a, également, mis l'accent sur la formation des magistrats qui doivent "d'abord avoir des valeurs de l'équité, de l'honnêteté, du savoir et du savoir-faire", ajoutant que le juge « doit être bien formé pour être à la hauteur de la mission qui lui incombe à savoir, rendre justice et la perception de cette justice chez le citoyen c'est l'équité ».

R. N.

LA PRESSE CATALANE A ANNONCÉ L'ALGÉRIEN PROCHE DU BARÇA

Xavi dément pour Bounedjah

Le nom de l'international algérien, Baghdad Bounedjah est revenu avec insistance au-devant de la scène médiatique espagnole ces derniers jours comme un choix pour Xavi et le FC Barcelone.

En effet, l'attaquant de l'équipe nationale fait de nouveau parler de lui en Espagne, plus précisément en Catalogne. Selon la presse locale catalane, le nom de Baghdad Bounedjah figure fortement sur la liste des recrutements du FC Barcelone et de son entraîneur Xavi. Cela pour le prochain mercato hivernal qui débutera à partir de janvier 2022.

Dans le détail, le célèbre journal *Diario Sport*, proche du club catalan, évoque le nom de l'attaquant d'Al Sadd s'ajoutant à la liste du club espagnol. L'Oranais consisterait en une solution efficace dans le secteur offensif des Blaugrana. Ces derniers cherchent à renforcer l'attaque de l'équipe lors du prochain marché des transferts.

Effectivement, Xavi est arrivé depuis seulement quelques jours, mais il est conscient que l'équipe doit se renforcer. Cela pour essayer de rattraper le mauvais départ de l'équipe avec Coman, dans le championnat et la Ligue des Champions. Pour la presse espagnole, Bounedjah reste un candidat crédible pour le secteur offensif du FCB. Ce dernier se trouve aussi amoindri par de nombreuses blessures. L'attaque du club catalan se trouve dans une situation pas très satisfaisante



RF : DR

pour le nouvel entraîneur des Blaugrana. Les joueurs de l'équipe tels que Ansu Fati, Martin Braithwaite et Ousmane Dembélé se trouvent à l'infirmerie depuis des mois. Ajoutons à cela, le départ à la retraite prévu de Kun Agüero pour des raisons médicales. Alors, le recrutement d'attaquants est une priorité pour le club.

Selon le journal espagnol, Xavi connaît très bien Bounedjah, car les deux hommes ont travaillé ensemble pendant des années à Al Sadd. Alors, le joueur de 29 ans devrait être la nouvelle carte sur laquelle Xavi mettra lors du prochain mercato. Par ailleurs, l'international algérien a marqué 11 buts et délivré 3 passes

décisives, au cours de la saison actuelle. Cela dans le championnat des stars, au Qatar.

Mais le coach Xavi a vite mis fin aux spéculations, en démentant catégoriquement avoir songé à engager l'attaquant de pointe algérien. À ce propos, il a déclaré en conférence de presse précédant le match des siens face à Benfica en Ligue des champions européenne : «Bounedjah est un joueur exceptionnel, mais nous n'avons aucun intérêt pour lui. Je ne sais pas d'ailleurs d'où nous sortent ces informations. Cela dit, je ne contacte aucun joueur d'Al-Sadd, pour moi c'est une question de principe», a-t-il dit.

Hakim S.

AVANT LES 1/8 DE FINALE BIS DE LA COUPE DE LA CAF

Le problème d'argent refait surface à la JS Kabylie

A quelques jours de son rendez-vous décisif dans la coupe de la CAF, les choses ne tournent pas du tout rond dans le camp de la JS Kabylie. À l'origine, les problèmes financiers qui refont surface.

À cet effet, une grosse colère gagne ces jours-ci les joueurs, le groupe est même au bord de l'explosion. Les coéquipiers de Doukha ont demandé d'ailleurs une réunion d'urgence pour avoir des explications de la part de leur président sur le retard accusé dans la régularisation de leur situation financière.

Après l'annonce du virement des primes dans la soirée de jeudi passé, les joueurs se sont rendus avant-hier à leurs banques et ils ont constaté que la direction leur a menti à ce propos. Aucune prime n'a été versée !

"Annoncer le virement des



primes jeudi soir, à la fin de semaine, c'est déjà douteux ! La direction savait bien que nous ne pouvions pas effectuer les vérifications avant dimanche puisque les banques ne travaillent pas le vendredi et le samedi", a confié un joueur à ses proches.

Ce qui a rendu aussi les

joueurs furieux contre la direction de Larichen est le fait d'apprendre l'information via un média privé et des pages Facebook. La direction a évité une communication en interne pour ne pas assumer ses responsabilités et mettre ce mensonge sur le dos de ceux qui l'ont annoncé, a estimé encore ce même joueur.

Rien ne va plus à la JSK, l'équipe est en plein doute sur tous les plans, le club le plus titré d'Algérie touche le fond. Les joueurs perdent totalement confiance en la capacité de leur direction d'assurer la gestion ou de faire avancer ce grand club.

Aux dernières nouvelles, on apprend que les joueurs ont finalement perçu une prime de 35 millions de centimes. C'est ce que nous a confié une source autorisée. Les joueurs s'attendaient toutefois à une prime de 50 millions de centimes d'après les dires de l'un d'eux. Les dirigeants à leur tête le président Yazid Larichen avaient promis une prime de 40 millions de centimes à ses poulains après leur qualification pour les 1/8 de finale bis de la coupe de la CAF.

H. S.

S
T
R
O
P
S

PRIX DE LA CRÉATIVITÉ SPORTIVE

La sélection algérienne remporte le trophée de l'équipe arabe 2021

La sélection algérienne de football, a remporté le trophée de l'équipe arabe de l'année, dans le cadre de la 11^e édition du Prix Mohamed Ben Rached Al-Maktoum pour la créativité sportive, dont les lauréats ont été dévoilés hier à Dubaï.

Vainqueur de la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, disputée en Egypte, l'équipe nationale, qui vient de valider son billet pour les barrages qualificatifs pour la Coupe du monde 2022 au Qatar, est sur une série en cours de 33 matchs sans défaite. L'Algérie



avait déjà été distinguée par les organisateurs de ce Prix, avec la consécration en 2012 du champion olympique algérien du 1500 m aux Jeux olympiques 2012 de Londres, Taoufik Makhloufi. Deux ans plus tard, l'ancien président de la Fédération algérienne de football (FAF) Mohamed Raouraoua, avait été désigné personnalité sportive arabe de l'année 2014. En 2015, l'entraîneur algérien Kheireddine Madoui, détenteur en 2014 de la Ligue des champions d'Afrique avec l'ES Sétif,

avait été désigné meilleur entraîneur arabe de l'année. La liste des lauréats de la 11^e édition du Prix Mohamed Ben Rached Al-Maktoum pour la créativité sportive comprenait 28 vainqueurs dans tous les domaines du sport. Selon les organisateurs de ce prix, le plus important du genre au monde en termes de valeur financière et de diversité de ses catégories, la cérémonie de remise des prix aux lauréats aura lieu le 9 janvier prochain à Dubaï.

FAF

Charaf-Eddine prendra part à l'AGEX de la CAF vendredi au Caire

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Amara Charaf-Eddine, prendra part vendredi au Caire (Egypte), aux travaux de l'assemblée générale extraordinaire (AGEX) de la Confédération africaine de football (CAF), a annoncé l'instance fédérale, mardi dans un communiqué. Le président de la FAF, qui a quitté Alger lundi, était accompagné du Dr Yacine Benhamza vice-président et Président de la Commission du football professionnel, de Djillali Touli, membre du bureau fédéral et Président de la Commission du football amateur, et de Mounir Debichi, secrétaire général de la FAF, précise la même source. Quatre points sont inscrits à l'ordre du jour de cette AGEX : révision du



budget annuel 2021-2022, le programme de développement des infrastructures du football en Afrique, le calendrier international des matchs de la Fifa, et le projet de la Super Ligue panafricaine. "Lors de cette assemblée, il sera annoncé la prolongation des mandats des présidents et vice-présidents

ES EL METLAOUI

L'entraîneur Bouakaz annonce son départ au MC Oran

L'entraîneur tunisien Mouaz Bouakaz a annoncé son départ de l'ES El Metlioui à l'issue de son match perdu face à l'ES Tunis (3-0) lundi soir dans le cadre du championnat local de Ligue 1 de football pour rejoindre le MC Oran. Mouaz Bouakaz, cité par la presse tunisienne, a déclaré que la rencontre face au champion sortant de Tunisie était la dernière pour lui avec l'ES El Metlioui (avant-dernier au classement), et que sa prochaine destination sera le MCO. Auparavant, la direction de la formation algérienne pensionnaire de la Ligue 1 avait informé avoir trouvé un terrain d'entente avec ce technicien pour succéder à

Azzeddine Ait Djoudi qui a démissionné de son poste à l'issue de la troisième journée du championnat. A ce propos, le président du club sportif amateur (CSA) du MCO, Chamseddine Bensenouci, a déclaré samedi passé à l'APS que Bouakaz, qui a déjà entraîné les "Hamraoua" lors de l'exercice 2017-2018, est attendu à Oran "au plus tard mercredi". Les gars d'El-Bahia sont sans entraîneur depuis le départ d'Ait Djoudi intervenu après la défaite sur le terrain de l'O Médéa (1-0). L'ancien sélectionneur national des U 23 avait rejoint la formation oranaise en septembre dernier, soit quelques semaines avant le coup d'envoi du championnat.

ÉLIMINATOIRES CAN-2022

L'équipe nationale à pied d'oeuvre à Tunis

La sélection nationale féminine est à pied d'oeuvre depuis dimanche soir, à Tunis sur invitation de la Fédération tunisienne de football (FTF), en prévision des deux rencontres amicales qu'elle doit disputer face à son homologue tunisienne vendredi et lundi, en prévision du 2^e et dernier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022, prévue au Maroc, a indiqué hier la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel. Conduite par la présidente de la commission du football féminin et membre fédérale, Mlle Nassiba Laghouati, la délégation algérienne a pris ses quartiers à l'hôtel El Mouradi, dans la capitale tunisienne. "Les Vertes ont effectué leur première séance d'entraînement, lundi au stade de Radès, en présence de 16 joueuses, en attendant celles évoluant à l'étranger qui ont rallié hier soir le groupe", a ajouté la même source. La sélectionneuse nationale, Mlle Radia Fertoui a élaboré un programme spécifique avec la collaboration des membres de son staff. Après les échauffements et les exercices physiques sous la conduite du préparateur Mohamed Cherif, le groupe a pris place pour des ateliers techniques puis à des oppositions, alors que Chaïb Adda Asma, Dahes Yasmine et Neghazi Chloé Yasmine, étaient prises en charge par l'entraîneur des gardiennes, Ahmed Beloufa. L'entraîneur national a convoqué pour la double confrontation amicale contre la Tunisie, 24 joueuses dont 13 évoluant à l'étranger pour un stage qui se tiendra du 21 novembre au 1^{er} décembre en Tunisie. Lors du 2^e et dernier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022, prévu les 14 et 23 février 2022, les Algériennes défieront les Sud-africaines, vice-championnes d'Afrique en titre.

JM ORAN-2022

Nouvelle réunion de coordination avec quatre fédérations nationales

Une nouvelle réunion de coordination a regroupé le comité d'organisation des jeux méditerranéens (COJM) "Oran-2022" avec quatre Fédérations sportives nationales dans le cadre des préparatifs de la 19^e édition de la manifestation méditerranéenne prévue du 25 juin au 5 juillet 2022, a-t-on appris mardi des organisateurs. Le comité d'organisation, représenté par la Commission d'organisation sportive et celle des infrastructures, s'est réuni cette fois-ci avec les Fédérations d'athlétisme, de volley-ball, du cyclisme et du Badminton, a précisé la même source. Ce conclave a permis de "mieux coordonner les efforts ayant trait à la préparation liée aux disciplines concernées, dont les responsables ont profité aussi pour exprimer leurs besoins en matière d'équipements", a-t-on encore souligné. L'occasion était propice aussi pour les représentants de la Fédération de cyclisme afin d'arrêter avec les organisateurs les tracés des épreuves de la discipline lors des JM. A ce propos, le président de la Ligue oranaise de cyclisme, Karim Gueraoui, a fait savoir à l'APS que la proposition faite par son instance a été adoptée par le COJM et n'attend que l'approbation des services compétents. Il s'agit d'un tracé au niveau du cinquième périphérique qui devra abriter la course contre la montre sur une distance de 30 km (hommes) et 18 km (dames). S'agissant de la course sur route, le point de départ et d'arrivée proposé est au niveau du jardin méditerranéen, sis cité Akid Lotif (commune d'Oran), sur une distance de 17 km que les coureurs devront parcourir en sept boucles, a expliqué le même responsable.

UN AN APRÈS SA DISPARITION

Maradona est encore partout

Des fresques murales qui fleurissent aux hommages sportifs sans cesse rejoués, de la série TV sur sa vie aux procédures examinant son décès, ses dettes : Diego Maradona, un an après sa mort, reste présent dans la vie de millions d'Argentins, entré à 60 ans au panthéon national.

«Diego vit», "10 Eternel", "D10S" (jeu de mots avec Dieu et N.10), "Merci Diego", Diego balle au pied, Diego embrassant la Coupe du monde (1986) avec des ailes d'ange, en Saint patron avec auréole et sceptre, marquant le but de "la main de Dieu" contre l'Angleterre (Mondial-1986). Diego enfant, adolescent, joueur, quinquagénaire barbu, etc. Avec toutes sortes de légendes, dans toutes sortes de postures, des fresques, parfois géantes, ornent les murs de quartiers populaires de Buenos Aires, particulièrement à la Boca. Certaines réalisées avant sa mort, davantage après, elles immortalisent le "Pibe de oro" (gamin en or) disparu il y a un an quelques jours après son 60^e anniversaire. "Il est une idole à présent disparue. Ils n'ont pas pu lui faire une statue de son vivant, alors ils lui font des fresques murales, et

MANCHESTER UNITED

Le changement d'entraîneur va coûter très cher

Solskjær viré, les Red Devils sont en quête d'un successeur. Mais tout ce remue-ménage aura un coût très élevé. Du mouvement se prépare du côté d'Old Trafford. Manchester United a viré Ole Gunnar Solskjær et recherche activement un successeur. Les Red Devils pourraient ne pas avoir à chercher très longtemps puisque la presse anglaise annonce à l'unisson que l'heureux élu se nomme Mauricio Pochettino. Mieux, l'actuel entraîneur du Paris Saint-Germain serait plus que chaud à l'idée de porter un tel costume. Reste que ce changement de coach voulu par les dirigeants manciuniens aura un coût. Premièrement, le club anglais va devoir solder ses comptes avec OGS et tout son staff. Car l'amour du maillot et les larmes d'une légende en interview, après son licenciement c'est beau, mais ce n'est pas gratuit. Pour rappel, le Norvégien avait prolongé l'été dernier jusqu'en 2024.

UNE NOTE TRÈS SALÉE

Le coût de son renvoi serait donc chiffré autour des 9 M€. Mais ce n'est pas tout. En plus de Solskjær, le Daily Mail indique que plusieurs de ses adjoints (Mike Phelan, Michael Carrick, Kieran McKenna et Richard Hartis) ont également signé de nouveaux contrats de trois ans. Résultat : il faudra payer tout ce petit monde si le futur coach de MU ne veut pas d'eux. La facture commence donc à grimper sérieusement. Et ce n'est pas fini. Le Daily Mirror affirme de son côté que si Manchester United veut arracher Mauricio Pochettino au PSG, c'est un chèque de 12 M€ environ qu'il faudra sortir. Rien qu'en additionnant les montants évoqués pour OGS et Pochettino, on est déjà à 21 M€. Alors si MU doit aussi payer le staff de son ex-entraîneur, ça fait cher le changement de coach.



elles vont se multiplier", prédit Sergio, fan de Maradona de 57 ans, devant l'une d'elles montrant le footballeur à plusieurs âges de sa vie.

SANS DIEGO, MAIS AVEC LA COPA

Entre son anniversaire –il aurait eu 61 ans fin octobre-- et l'anniversaire de sa mort le 25 novembre, Maradona est partout. Sur les écrans avec une série d'Amazon en neuf épisodes "Sueno bendito" (rêve béni) retraçant sa vie, et bientôt sur Star+ (Disney) un documentaire de deux heures en trois parties "Mas alla de Diego" (Au-delà de Diego). Dans les stades bien sûr, avec une multitude d'hommages le 30 octobre, matches arrêtés à la 10^e minute avec minute d'ovation, projection d'images ou hologramme de Maradona, match caritatif avec d'ex-gloires de l'Albiceleste 1986, ou bientôt (14 décembre) à Riad une "Coupe Maradona" entre le FC Barcelone et la Boca Juniors, deux des clubs phares de sa vie avec le Napoli. Et dans la rue aussi, avec depuis un an des monuments inaugurés ici et là, comme à Santiago del Estero (nord) une statue en bronze de 5 m de haut, ou récemment à Santa Clara del Mar (sud) un ouvrage en béton de 13 mètres représentant Maradona jonglant de la tête. Cette semaine, lors du "Jour du Militantisme" qui a rassemblé plusieurs milliers de manifestants en soutien du gouvernement péroniste de centre-gauche, sur les tee-shirts en vente aux stands des syndicats, trois visages dominaient: Peron (chef d'Etat en 1946-55 puis 73-74), son épouse Evita et... Maradona (qui n'a jamais caché ses sympathies péronistes). Trinité de l'Argentine populaire. L'ironie, c'est que cette morose "première année sans Dieu", est aussi une année faste pour l'Albiceleste de Messi qui vient de se qualifier sans peine pour le Mondial-2022 et a remporté en juillet, une fois l'idole disparue, la Copa America, seul trophée que Maradona ne put lui apporter. Maradona-Messi. En l'absence du père, tentante est la question de la comparaison, de la transmission. Comme dans la

célèbre fresque de Barracas (faubourg sud de Buenos Aires), réplique de "La Création d'Adam" de Michel-Ange, où Dieu (Maradona) donne l'étincelle de vie à Adam (Messi).

EXPRESSION DE "L'ARGENTINITUDE"

Mais la question a été scellée depuis longtemps. Les sélectionneurs champions du monde Cesar Menotti (1978) et Carlos Bilardo (1986), ont jugé toute comparaison "inutile", les deux N.10 de génie ayant évolué "à des époques différentes" et "dans des équipes différentes". Dans la rubrique judiciaire aussi, Maradona reste dans l'actualité. Se poursuit une enquête pour "homicide involontaire" sur sa mort, d'une crise cardiaque alors qu'il était en résidence privée, en convalescence d'une opération neurologique: la justice veut savoir si Diego n'a pas été "abandonné" à une lente agonie faute de soins adéquats. Dans des procédures distinctes, la justice est aussi saisie du partage de l'héritage, et ses deux filles aînées, Dalma et Giannina –Maradona a reconnu trois autres enfants-- contestent à l'ex-avocat de la star l'usage de la marque commerciale. Une vente aux enchères a été ordonnée --trois véhicules, deux maisons, des montres, des vêtements-- dont le produit ira non aux héritiers, mais aux dettes laissées par Maradona. Enfin une Cubaine, ex-liaison de Maradona, est venue cette semaine témoigner à Buenos Aires sur des abus par l'entourage de l'ex-star, en 2001. Elle avait 16 ans. C'est la part d'ombre, l'autre pan de "Dieu", les frasques, les excès, les addictions, qui continuent de résonner outre-tombe. Mais font aussi partie de la vénération universelle, comme l'analyse le grand chroniqueur de l'Amérique latine, Eduardo Galeano : "un dieu un peu +sale+, le plus humain de tous les dieux". "Un héros avec beaucoup d'imperfections" mais qui jusque dans "sa dégradation", sa "sensibilité", est "une expression de +l'argentinitude+", résuma l'historien argentin Felipe Pigna.

PARIS SG

Sergio Ramos convoqué pour la première fois dans le groupe

Le défenseur Sergio Ramos, recrue estivale toujours en attente de ses grands débuts, a été convoqué pour la première fois dans le groupe de Paris SG, qui défie Manchester City mercredi en Ligue des champions (21h00), a annoncé mardi le club. L'Espagnol âgé de 35 ans n'a pas disputé la moindre minute sous son nouveau maillot depuis son recrutement en juillet, en raison de

problèmes récurrents à un mollet. L'ancien capitaine du Real Madrid, qui n'a joué que sept matches en 2021, a débuté l'entraînement collectif durant la trêve internationale, début novembre, première étape vers son retour à la compétition. Sa longue indisponibilité a fait planer des doutes sur la capacité du champion du monde 2010 avec la "Roja" à retrouver son niveau. "Pour un

champion du monde comme Sergio Ramos, un joueur de son niveau, avec sa mentalité, il est très difficile de ne pas jouer autant qu'il le souhaiterait. Mais il est très fort mentalement. Il travaille très durement et on pense qu'il progresse bien", a expliqué vendredi son entraîneur Mauricio Pochettino. Le quadricampe vainqueur de la C1 devrait débiter du banc l'affiche de la 5^e

journée de Ligue des champions, puisque les titulaires Marquinhos et Presnel Kimpembe figurent également dans le groupe. Les superstars Lionel Messi, Kylian Mbappé et Neymar seront aussi bien du voyage dans le Nord-Ouest de l'Angleterre, tout comme le gardien Gianluigi Donnarumma, absent du match contre Nantes samedi en raison d'une gastro-entérite. Ainsi,

Pochettino devrait disposer d'un groupe au grand complet, ce qui lui ait arrivé rarement depuis le début de saison, en raison d'une infirmerie souvent pleine. Ne manquent à l'appel que les remplaçants Rafinha et Julian Draxler, blessés. Le PSG joue à l'Etihad Stadium une "finale" pour la première place, face au leader de son groupe qui le devance d'un point à deux journées de la fin.

MILAN AC

Ibrahimovic juge la Premier League surcotée

Dans un entretien accordé au Guardian, Zlatan Ibrahimovic (40 ans, 9 apparitions et 5 buts toutes compétitions cette saison) s'est lâché. Très franc concernant son récent vilain geste sur César Azpilicueta (voir ici), l'attaquant du Milan AC est aussi revenu sans langue de bois sur son passage à Manchester United entre 2016 et 2018. L'occasion pour l'ancien Parisien d'affirmer que le niveau technique de la Premier League est "surcoté", même s'il trouve d'autres qualités au championnat d'Angleterre.

"La qualité est surcotée d'un point de vue technique, affirme le Suédois. Mais la Premier League a des qualités différentes : le rythme, l'intensité. Vous pouvez être le meilleur joueur du monde, mais si vous ne pouvez pas gérer cette cadence... En Espagne, en France, en Italie, la technique est meilleure. C'est pour ça qu'il y a tant d'étrangers en Premier League. Ils apportent la technique." Ibrahimovic a inscrit 17 buts et délivré 5 passes décisives en 33 matchs de Premier League sous le maillot des Red Devils.

JUVENTUS

Arthur poussé dehors

Recruté pour 72 millions d'euros dans le cadre d'un échange avec Miralem Pjanic en 2020, le milieu de terrain Arthur (25 ans, 6 apparitions toutes compétitions cette saison) est déjà poussé vers la sortie par la Juventus Turin. D'après le journaliste italien Nicolò Schira, spécialiste des transferts, la Vieille Dame a mis l'ancien Barcelonais sur le marché. Pour faciliter le départ du Brésilien, le club italien est disposé à négocier un prêt de 18 mois assorti d'une option d'achat obligatoire. Avis aux amateurs...

CHLEF. «BIR EL DJIN»

Un «phénomène karstique» nécessitant davantage d'études

Un phénomène karstique rare, objet de curiosité dans la région de Boukadir (wilaya de Chlef) doit faire l'objet davantage d'études et de fouilles complémentaires pour dévoiler ses secrets, a conclu une équipe de chercheurs et de spéléologues à l'issue d'une mission d'exploration du site, fin octobre dernier.



Trois jours durant, le Club de spéléologie et de sports de montagne de Bejaia ont effectué une descente dans ce gouffre et prélevé des échantillons d'os d'animaux, de matière plastique, de roches et de terre avant de les envoyer aux laboratoires universitaires spécialisés.

Trois jours durant (29-30-31 octobre), le Club de spéléologie et de sports de montagne de Bejaia, en coordination avec des professeurs et chercheurs spécialisés en géologie, ont effectué une descente dans ce gouffre appelé «Bir Djenneb» ou «Bir El Djin» et prélevé des échantillons d'os d'animaux, de matière plastique, de roches et de terre avant de les envoyer aux laboratoires universitaires spécialisés, notamment dans l'application de la technologie «carbone 14», à l'effet de fournir des informations précises sur leur composition et l'historique du site. Une coupe topographique du site a, également, été réalisée, par les spéléologues, en plus d'une 2ème coupe géologique réalisée par des professeurs et chercheurs, pour servir, à l'avenir de documentation scientifique et de référence à d'autres équipes de recherche pour dévoiler les secrets de ce site aux dimensions historique, touristique et scientifique. Selon l'explication géologique du site, fournie par Abdelhak Mahdjoub, professeur spécialisé en géologie à l'Université de Chlef, ayant pris part à cette mission d'exploration, le gouffre de Bir El Djin, situé à 25 km à l'ouest de la ville de Chlef, «est un Sinkhole», soit un cratère de fonte de calcaire, issu d'un ensemble de phénomènes «karstiques» résultant du processus d'érosion chimique des roches calcaires ou salines. Selon Mahdjoub «avec le temps, l'eau qui s'infiltre dans la couche calcaire accentue les fissures, conduisant ainsi à la formation de larges cavités, qui peuvent s'effondrer à tout moment en raison de facteurs naturels». Les premières estimations disponibles sur son âge font ressortir que le site remonte à plus de 500 ans au moins, a fait savoir le spécialiste. Néanmoins, «seule la technique de datation par la radio-carbone (ou carbone 14) peut déterminer l'âge exact de ce phénomène et du site en général», a-t-il observé. De l'avis de M. Mahdjoub, ce phénomène n'est pas isolé puisqu'un phénomène similaire s'était produit, en juin 1988, dans la même commune (Boukadir) au niveau de la RN 4,

avec l'apparition soudaine d'une fosse de 60 mètres de diamètre, qui avait été comblé par la suite. D'autres sites similaires existent à travers le monde, à l'instar du gouffre du diable au Texas(USA), et les sites Millhopper en Australie, Bamah à Oman et le puits de Barhout au Yémen. A noter que l'Association de spéléologie et de sports de montagne de Bejaia, qui a exploré le site de Bir Djenneb, s'emploie à apporter sa contribution pour valoriser ces grottes et phénomènes karstiques en Algérie, en les intégrant dans l'inventaire des sites similaires des pays méditerranéens.

DÉVOILER DES FAITS HISTORIQUES

L'équipe de spéléologues a atteint une profondeur de 53 mètres, sachant que les indications de John Pierbent issues d'un document sur l'exploration ésotérique de l'Algérie 1946-1947 font ressortir que la profondeur de Bir Djen-

neb se situe à 63 mètres. Ce qui signifie que dix mètres ont été engloutis, en raison de l'amoncellement et de glissements de terrain, a indiqué l'Association de spéléologie et de sports de montagne de Bejaia, dans un communiqué publié sur sa page Facebook. Le représentant de l'Association réflexion et communication de la ville de Boukadir, Abdelaziz Saber a, à ce titre, sollicité le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit afin de dégager une enveloppe financière devant permettre de réaliser des fouilles au niveau des dix mètres ensevelis afin de rechercher les éventuelles restes des martyrs qui auraient été jetés dans les profondeurs de Bir Djenneb durant la guerre de libération, selon les témoignages des habitants de la région. Il a rappelé, dans ce sens, l'exécution, par les soldats français, de cinq martyrs de la région, le 6 juin 1957, à savoir Djafer Abed, Attou

Tahar, Aïssa Serandi, Abderrahmane Serandi, et Darguaoui Abderrahmane, en les jetant dans Bir Djenneb. Saber a, en conséquence, appelé à son classement en tant que site historique, témoin des sacrifices des enfants de Boukadir et de leur résistance contre le colonialisme français. Le représentant de l'Association a, également, souligné l'impératif de réaliser des études historiques approfondies sur les crimes commis, pour déterminer le nombre réel de chouhada, qui ont péri dans les profondeurs du puits. Outre la symbolique historique, pour les habitants de Boukadir en particulier et de Chlef en général, ce site géologique «peut constituer une destination culturelle et touristique par excellence pour les touristes, chercheurs et spéléologues, devant contribuer, à terme, à la promotion du tourisme interne et enrichir la cartographie des circuits touristiques de la wilaya de Chlef», a souligné M. Saber.

SOUK-AHRAS. M'DAOUROUCH

Lancement des travaux de réalisation d'un hôpital de 120 lits

Le coup d'envoi des travaux de réalisation d'un hôpital de 120 lits dans la commune de M'daourouch (Souk Ahras) a été donné récemment après une levée du gel sur le projet à la fin de l'année 2020, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Ce projet qui porte sur la construction de plusieurs services destinés à améliorer les prestations de santé, aussi bien en faveur de cette commune que des régions limitrophes, est érigé sur une surface de quatre (4) hectares, a précisé la même source. Selon les services de la wilaya, cet établissement de santé qui était l'une des préoccupations importantes des citoyens de cette commune, permettra d'améliorer les conditions de prise en charge de la population concernée de cette agglomération à forte densité démographique ainsi que celle des régions voisines.

Parallèlement, des procédures sont en cours pour le lancement, durant les toutes prochaines semaines, de plusieurs projets relevant du secteur de la santé dont le gel a été levé à l'instar d'un hôpital de 60 lits affecté au bénéfice de la localité de Heddada, une structure similaire de 120 lits au chef-lieu de wilaya, un hôpital psychiatrique dans la commune d'Oum

El Adhaim en plus d'un autre établissement hospitalier de 120 lits à Sédrata. Pour la commune de Sédrata, considérée comme la seconde plus grande agglomération de la wilaya, cette dernière a bénéficié d'un service médico-chirurgical et un centre d'hémodialyse. Afin d'assurer la mise à disposition du personnel et des agents du corps paramédical, la même wilaya a bénéficié d'un projet de réalisation d'une école de formation paramédicale, ont encore précisé les services de la wilaya, et ce, en attendant le lancement des démarches administratives relatives à la concrétisation de ces opérations.

Les mêmes services ont aussi indiqué que la concrétisation de ces projets jugés "importants et ambitieux" font partie des indicateurs qui permettront l'ouverture d'une faculté de médecine à l'échelle locale, puis l'inscription d'un projet de construction d'un centre hospitalo-universitaire (CHU) dans la région.

A signaler que la couverture sanitaire à travers diverses communes de la wilaya de Souk Ahras est d'un (1) hôpital pour 180.000 âmes et une polyclinique pour 21.434 habitants tandis que le taux de couverture des salles de soins est d'une salle pour 7 000 habitants.

EL-BAYADH. BOUGTOB Remise des clés de 730 logements publics locatifs

Les clés de 730 logements publics locatifs (LPL) ont été remises lundi à leurs bénéficiaires dans la commune de Bougtob (wilaya d'El Bayadh), a-t-on appris auprès de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Le chef de la daïra de Bougtob, Aouissi Touhami, a présidé, en compagnie des autorités de la commune de Bougtob et du directeur de l'OPGI, l'opération d'attribution des logements à leurs bénéficiaires. Le directeur de l'OPGI, Kessoul Abdelfattah, a annoncé que les clés de 1.660 logements publics locatifs seront remises à leurs bénéficiaires dimanche prochain au niveau du nouveau pôle urbain d'El Bayadh. Les travaux d'aménagement externe d'un quota de 1000 LPL, en cours également dans le même pôle urbain, ont atteint un taux d'avancement de 85 %, a-t-on fait savoir. Les entreprises chargées de ce quota s'emploient actuellement à achever les opérations d'aménagement externe où la livraison et l'attribution des logements se fera avant la fin du premier semestre de l'année prochaine. Les travaux de réalisation d'un quota de 200 logements publics locatifs ont démarré au niveau de la commune d'El Bayadh au titre du programme d'habitat de l'exercice 2021. Les délais ont été fixés à 12 mois. La même source a fait part de l'achèvement, dernièrement, de la réalisation de 120 logements dont 86 à Labiodh Sidi Cheikh, 20 à El Khaïter, sept à Kerakda et six à Tousmouline. L'opération d'attribution de ces logements par les autorités locales est attendue prochainement.

MOSTAGANEM. LÉGUMES

D'ARRIÈRE-SAISON

Récolte de plus d'un demi million de quintaux

La wilaya de Mostaganem a récolté plus d'un (1) demi million de quintaux de différentes variétés de légumes d'arrière saison, a-t-on appris lundi auprès de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya. La cheffe de service production et appui technique à la DSA, Aouicha Bourasa, a indiqué à l'APS que la campagne lancée récemment fait état de 11 variétés de légumes d'arrière saison sur 16 pour cette récolte de plein champ qui a touché jusqu'à présent 2.230 hectares dont 32 % de superficies cultivées. Pas moins de 509.102 quintaux de légumes dont 160.000 qx de tomate, 120.000 qx de courgettes, 75.000 qx d'artichauts et 67.000 qx de pomme de terre ont été récoltés jusqu'à présent, a-t-elle ajouté. Le restant de cette quantité à récolter, estimé à 87.000 qx comprend la carotte, le navet, l'aubergine et la betterave entre autres cultures, en attendant la récolte de l'oignon, de la laitue, du petit pois, du cardon et le haricot (toutes variétés confondues), qui démarrera les prochaines semaines avec des prévisions pouvant atteindre 94.000 qx. À ces récoltes d'arrière saison s'ajoutent cette campagne de légumes dits de plein champ (légumes protégées) ayant pu réaliser une production abondante dans la wilaya de Mostaganem, dépassant les 8 millions qx, de même que la campagne des légumes des primeurs et non irriguée qui a dépassé, cette année, une récolte de 300.000 quintaux, selon la même source. La récolte des légumes, toutes variétés confondues, constitue plus de 75 % de la production végétale de la wilaya de Mostaganem, selon le bilan de l'année écoulée qui fait état de 10,7 millions de quintaux, a-t-on indiqué.

COVID-19

L'Allemagne s'inquiète, les États-Unis mettent en garde leurs citoyens

«Vacciné, guéri ou mort» à la fin de l'hiver : l'Allemagne s'est vivement inquiétée lundi de l'essor des contaminations au Covid-19, qui a conduit Washington à déconseiller aux Américains de s'y rendre.

Le département d'Etat américain a publié deux bulletins relevant au niveau 4, le plus haut degré de mise en garde, son niveau d'alerte concernant l'Allemagne et le Danemark, indiquant «un très haut niveau de Covid-19», alors que l'Europe est redevenue épice de la pandémie. Dans une formule choc, le ministre allemand de la Santé Jens Spahn a prévenu que «chacun ou presque sera vacciné, guéri ou mort» d'ici «vraisemblablement la fin de l'hiver» en raison de la propagation du variant Delta «très, très contagieux», qui fait des ravages depuis plusieurs semaines. Le nombre de nouvelles contaminations quotidiennes a franchi un record de plus de 65.000 la semaine dernière. La chancelière Angela Merkel a elle aussi lancé une mise en garde face à une «situation hautement dramatique». Les restrictions actuelles ne sont «plus suffisantes», a-t-elle averti, quatre jours seulement après avoir décidé avec son probable successeur Olaf Scholz de sévères mesures coercitives à l'endroit des non-vaccinés. En Allemagne comme en Autriche voisine, le taux de vaccination est inférieur à 70%, soit un niveau inférieur à d'autres pays européens comme la France où il atteint 75%. Les Autrichiens, malgré une vive grogne exprimée dans les rues ce week-end, sont à nouveau confinés jusqu'au 13 décembre. Commerces, restaurants, marchés de Noël, concerts ou coiffeurs ont baissé le rideau lundi. Mais les écoles restent ouvertes. Le retour des restrictions a provoqué des violences durant le week-end dans plusieurs pays d'Europe, redevenue épice de la pandémie, notamment aux Pays-Bas où le Premier ministre a dénoncé des actes de «violence pure» de la part d'«idiots».

MESURES «RADICALES»

Depuis la mise à disposition des vaccins au plus grand nombre, aucun pays de l'Union européenne n'avait osé franchir le pas. L'ex-chancelier autrichien Sebastian Kurz avait décrété la pandémie «finie», du moins pour les vaccinés. Arrivé en octobre,



PH. D. G.

son successeur Alexander Schallenberg «a trop longtemps entretenu la fiction» que tout allait bien, commente le politologue Thomas Hofer, interrogé par l'AFP. Face à l'envolée des cas qui ont atteint des niveaux inédits depuis le début de la pandémie, il a dû se résoudre à des mesures «radicales» qu'il avait pourtant initialement exclues. Outre le confinement, la vaccination des adultes va ainsi devenir obligatoire au 1er février 2022, ce que très peu de pays ont instauré jusqu'à présent. «J'espérais qu'on n'en arriverait pas là, surtout maintenant que nous avons le vaccin. C'est dramatique», confie Andreas Schneider, un économiste de 31 ans rencontré par l'AFP dans une rue commerçante de Vienne. En Slovaquie, où les taux d'incidence sont élevés, des restrictions pour les personnes non vaccinées ont été introduites lundi. «Nous avons opté pour un

Le ministre allemand de la Santé Jens Spahn a prévenu que «chacun ou presque sera vacciné, guéri ou mort» d'ici vraisemblablement la fin de l'hiver» en raison de la propagation du variant Delta «très, très contagieux»

confinement rigoureux des personnes non vaccinées car nous devons les protéger», a déclaré le Premier ministre Eduard Heger.

MOBILISATION MASSIVE

En France, le Premier ministre Jean Castex a été lundi testé positif. Cela a entraîné en Belgique la mise en quarantaine du Premier

ministre Alexander De Croo, qui l'avait reçu plus tôt dans la journée. Quatre autres membres du gouvernement belge, qui ont aussi participé à une réunion franco-belge lundi matin sur la sécurité, «passeront également un test PCR et resteront en quarantaine jusqu'à ce que le résultat du test soit négatif», a indiqué le gouvernement belge. Dans plusieurs pays d'Europe, les manifestations contre le durcissement des mesures anti-Covid se sont poursuivies ce week-end. Elles n'ont cependant pas été marquées par des violences comme à Rotterdam vendredi et à La Haye samedi. À Bruxelles, des heurts ont émaillé dimanche le rassemblement de quelque 35.000 manifestants, selon la police. Et dans le département français de la Guadeloupe, dans les Caraïbes, la contestation de l'obligation vaccinale pour les soignants a dégénéré en crise sociale d'ampleur.

AFGHANISTAN

L'appel à l'aide de l'ONU financé à 100%

L'appel urgent de l'ONU pour l'Afghanistan qui visait à lever 606 millions de dollars jusqu'à la fin de l'année pour tenter de limiter la catastrophe humanitaire que connaît le pays depuis l'arrivée des talibans, est financé à 100%, a annoncé mardi l'ONU à Genève. Un peu plus de deux mois après une réunion ministérielle de haut niveau à Genève, présidée par le Secrétaire général de l'ONU en personne, «nous pouvons maintenant annoncer que l'appel éclair est financé à 100%», a rapporté le porte-parole du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), Jens Laerke à Genève. Les principaux pays donateurs sont les États-Unis, les pays européens et le Japon, a-t-il indiqué. Ces fonds visent à aider les 11 millions de personnes les plus démunies en Afghanistan. «La réponse s'intensifie en Afghanistan. Entre le 1er septembre et le 15 novembre, les Nations unies et les ONG partenaires ont fourni une aide alimentaire à 7,2 millions de personnes et offert des consultations médicales à près de 900.000 personnes», a expliqué le porte-parole d'Ocha. Près de 200.000 personnes touchées par la sécheresse ont bénéficié d'une aide grâce à

l'acheminement d'eau par camion et 178.000 enfants de moins de cinq ans ont été traités pour malnutrition aiguë, selon l'ONU. M. Laerke a toutefois indiqué que «les engagements financiers n'ont pas tous été traduits en actions sur le terrain en raison des défis du système bancaire et financier» dans le contexte de la crise du système bancaire et financier, suite aux sanctions prises contre les talibans. «La moitié de la population a encore besoin d'une aide d'urgence», a-t-il dit ajoutant que «l'accès s'est amélioré récemment et nous avons accès à toutes les régions de l'Afghanistan. Le gros problème maintenant est d'empêcher l'effondrement économique du pays». Selon l'ONU, l'Afghanistan est au bord d'une grave crise humanitaire, plus de la moitié de sa population risquant de ne pas avoir assez à manger cet hiver. Cette pénurie de nourriture est provoquée par une sécheresse doublée de la crise économique qui sévit depuis que les talibans ont pris le pouvoir en août. Les institutions financières internationales ont stoppé leur aide et Washington a gelé près de 9,5 milliards de dollars d'avoirs de la Banque centrale afghane.

BULGARIE

Un autocar s'embrase, 46 morts

Quarante-six personnes, dont douze mineurs, sont mortes calcinées dans la nuit de lundi à mardi en Bulgarie dans un accident de car qui s'est embrasé sur l'autoroute, le plus meurtrier en Europe ces dix dernières années. La plupart des victimes sont originaires de Macédoine du Nord, où le bus était immatriculé, a indiqué le Premier ministre de ce pays, Zoran Zaev, qui s'est immédiatement rendu à Sofia pour rencontrer les sept survivants à l'hôpital. Les passagers faisaient partie de différentes minorités ethniques. Un Belge et un Serbe sont également décédés, selon M. Zaev. «C'est une grande tragédie», a réagi ce dernier. «Douze d'entre eux avaient moins de 18 ans», parmi lesquels cinq enfants dont l'âge n'a pas été précisé, «et les autres avaient entre 20 et 30 ans». Selon les médias locaux, ils étaient en route vers Skopje, de retour d'une excursion en Turquie. Le drame, dont la cause est encore indéterminée, est survenu vers 02H00 (00H00 GMT) sur l'autoroute près du village Bosnek, à 40 km au sud de Sofia, a indiqué le commissaire Nikolay Nikolov, responsable du service de lutte contre les désastres qui s'exprimait sur la télévision publique BNT. Selon le récit d'un des rescapés, «les passagers dormaient quand une explosion est survenue», a rapporté Zoran Zaev, cité par l'agence de presse MIA. Les sept survivants, qui se trouvaient à l'arrière du véhicule, «ont réussi à briser une des fenêtres» et à s'échapper du brasier. Ils font partie de la même famille et figure parmi eux une adolescente de 16 ans, a précisé le ministre de la Santé de Macédoine du Nord, Venko Filipce, également sur place. Leur état est stable.

CORÉE DU SUD

L'ex-dictateur Chun Doo-hwan meurt à 90 ans

L'ex-dictateur sud-coréen Chun Doo-hwan, qui a dirigé le pays d'une main de fer en muselant toute opposition politique, est mort mardi à l'âge de 90 ans. L'ancien général est décédé chez lui à Séoul, a annoncé l'agence de presse sud-coréenne Yonhap. Le régime militaire de Chun Doo-hwan a supervisé la forte croissance économique de la Corée du Sud et obtenu que Séoul organise les Jeux Olympiques en 1988. Il a été le premier dirigeant sud-coréen à transmettre le pouvoir de manière pacifique. M. Chun prend le pouvoir à la suite d'un coup d'Etat militaire en 1979, date à laquelle le président Park Chung-hee est assassiné. Il dirige le pays d'une main de fer entre 1980 et 1988, écrasant brutalement toute opposition politique. Il reste l'une des personnalités les plus honnies de Corée du Sud. L'ex-dictateur est connu sous le nom de «Boucher de Gwangju» pour avoir ordonné à ses troupes de réprimer par la force un soulèvement contre lui dans cette ville du sud-ouest du pays. Le bilan officiel des morts et des disparus à Gwangju est d'environ 200 personnes, mais les militants affirment que ce nombre pourrait être trois fois plus élevé. En 1996, il a été reconnu coupable de trahison et condamné à mort, en partie pour les événements de Gwangju, mais son exécution a été commuée en appel et il a été libéré à la suite d'une grâce présidentielle.

ONE PIECE

Un manga fleuve devenu saga culte

Les aventures de son pirate au chapeau de paille passionnent dans le monde entier: le manga fleuve One Piece s'est imposé depuis plus de 20 ans comme l'une des séries animées les plus populaires avec la sortie dimanche du 1.000e épisode.

«C'est un miracle», reconnaît Ryuji Kochi, président Europe, Moyen-Orient et Afrique de Toei Animation, l'entreprise japonaise qui produit la série animée depuis 1999. "Au début, ce n'était pas facile d'avoir une diffusion à la TV ou d'avoir des fans", confie-t-il à l'AFP. "Mais nous avons persisté et ce n'est qu'après 13 ans de diffusion que One Piece est devenu un phénomène." Depuis la publication du tome 1 en 1997 au Japon, la chasse pour le One Piece, trésor convoité par tous les pirates et en premier lieu Luffy, héros de la série, tient en haleine des centaines de millions de fans à travers le globe. Et multiplie les records. Avec 490 millions d'exemplaires du manga vendus, l'auteur et dessinateur de l'oeuvre Eiichiro Oda (46 ans) s'est même vu décerner un "Guinness World Record" dans la catégorie "plus grand nombre d'exemplaires d'une même bande-dessinée publiés par un seul auteur". A titre de comparaison, quelque 400 millions d'exemplaires d'Astérix se sont écoulés dans le monde depuis sa première parution. De quoi faire de la sortie de l'épisode 1.000, programmée dans 80 pays, un événement mondial et un cap symbolique pour les fans. A Tokyo, un long poster représentant les principaux personnages du manga orne la station ultra fréquentée de Shibuya. Les fans originaires d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique se sont attaqués au record du monde de selfies sur une plateforme lancée par le producteur, avec 20.000 clichés sur fond d'avis de recherche façon Western. En France, deuxième marché mondial du manga et de la série animée japonaise, plus d'une centaine de cinémas du réseau CGR prévoient dimanche un "marathon" de projections avant la diffusion du 1.000e épisode. L'opération sera aussi organisée en Belgique et au Luxembourg.



PH : DR

"CELA PARLE DE TOUT LES SUJETS"

"Je suis un fan de (la série) One Piece depuis 20 ans! Je la regarde depuis le collège et je l'apprécie toujours, même en grandissant", s'enthousiasme sur Twitter un internaute japonais, pressé de voir à l'écran la suite des aventures de Luffy. Comment expliquer une telle longévité? "Ce qui rend ce manga si spécial, c'est avant tout le scénario et l'intelligence d'Eiichiro Oda", estime Ryuji Kochi. "C'est complet, cela parle de tous les sujets. Il y a du social, de l'action, de l'humour. One Piece arrive à faire des liens avec les vrais sujets de la société", témoigne le Français Alexis Poriel, 26 ans, et fondateur d'un groupe consacré au manga sur le réseau social Discord. Industrialisation à outrance, racisme, esclavage, intrigues géopolitiques... Au-delà des thématiques abordées, l'immense univers de One Piece est traversé de références culturelles et géographiques (Egypte antique, Venise, Andalousie, Japon médiéval...) qui lui donnent une dimension universelle. "Ce qui est important avec One Piece, c'est qu'on a plusieurs niveaux de lecture. Cela permet de toucher toutes les tranches d'âge: à la fois le

lectorat jeune en quête d'aventure et le lectorat un peu plus âgé qui aime un peu de complexité", explique à l'AFP Benoît Huot, responsable éditorial manga chez Glénat, qui va publier le 100e tome du manga le 8 décembre. "En proposant des univers totalement différents, l'auteur permet de ne jamais ennuyer le lecteur dans la narration. Tout ça fait qu'on a une fresque, une épopée qui dure depuis extrêmement longtemps et où on ne peut pas dire que ça tourne en rond", complète-t-il. Alors que l'intrigue promet encore de nombreux rebondissements pour plusieurs années encore, que manque-t-il à One Piece pour toucher un public encore plus large allant au-delà des fans d'animation japonaise, à l'image des franchises culturelles comme Star Wars ou Harry Potter? La sortie prochaine sur Netflix, la plateforme de streaming comptant plus de 200 millions d'abonnés, d'une série adaptée de l'univers de One Piece est censé l'y aider, veulent croire ses producteurs. L'annonce du casting officiel sur les réseaux sociaux, qui a enflammé la toile début novembre avec plus de 3 millions de vues, a donné un premier aperçu de l'attente suscitée.

INTERNATIONAL EMMY AWARDS

La série "Dix pour cent" primée

La saison 4 de la série française "Dix pour cent" a été primée lundi soir aux International Emmy Awards, une consécration américaine pour ce récit plein d'humour sur les agences de stars du cinéma et qui a bénéficié de l'énorme tremplin Netflix. La série, lancée en 2015 et qui triomphe aujourd'hui sur la plateforme américaine Netflix, a remporté le prix de la meilleure comédie par l'Académie des International Emmy Awards qui récompense depuis un demi-siècle les meilleures productions de télévision en dehors des Etats-Unis. Les auteurs et les producteurs de "Dix pour cent", rebaptisé "Call my Agent" aux Etats-Unis, étaient à New York pour l'occasion et la scénariste des trois premières saisons Fanny Herrero a salué le fait que la série avait "vraiment voyagé à travers le monde grâce à Netflix, donc c'est un bel accomplissement". Sur quatre saisons, la série suit la destinée d'une petite agence parisienne, ASK, où les spectateurs découvrent les aléas et difficultés de ce métier de l'ombre, au service d'acteurs et actrices. Avec cette particularité : dans chaque épisode, les vraies stars jouent leur propre rôle avec une

bonne dose d'humour et d'autodérision. Pour Fanny Herrero, la série est certes "assez française mais pas que". "C'est un peu travaillé avec un esprit américain. On a comparé parfois ça à des comédies à la Lubitsch qui sont fantaisistes. L'autodérision, c'est pas si français", explique-t-elle à l'AFP. Pour l'autrice, le succès de la série "c'est la greffe d'une efficacité, d'une écriture et d'une fabrication venues des Etats-Unis et de nos obsessions et névroses françaises, notre côté bordélique et touchant". Sur le tapis rouge à New York, le producteur Michel Feller a reconnu que "la diffusion sur Netflix des quatre saisons nous a permis avec une production, on va dire locale, d'être vus dans plus de 200 territoires". "Aujourd'hui il y a pratiquement 20 remakes qui ont été signés, qui sont en production ou qui ont été tournés", notamment au Canada et en Inde, a-t-il détaillé. M. Besnehard confirmant qu'une saison 5 verrait le jour, d'abord sous la forme d'un long-métrage. Autre récompense pour des Français, le documentaire "Kubrick by Kubrick" primé dans la catégorie "programmation artistique" des International Emmy Awards. "Enorme !", "Incroyable !" ont

exulté devant l'AFPTV le producteur Martin Laurent et le réalisateur Gregory Monro. Le film, produit entre autres par Arte et qui avait été sélectionné au festival de Tribeca à New York en 2020 - annulé en raison de la pandémie - est construit sur "des matériaux exceptionnels de bandes audio" de très rares interviews du réalisateur améri-

cain Stanley Kubrick avec le journaliste français du cinéma Michel Ciment. Le cinéaste, mort en 1999, était "l'homme mystérieux qui ne se livre pas", estime Martin Laurent et ce documentaire uniquement sur archives, conçu davantage pour le cinéma que pour la télévision, est destiné "à l'humaniser", complète Gregory Monro.

MUSÉE VIRTUEL D'ANNABA

Plateforme numérique pour la valorisation du patrimoine

L'association Founoun pour la promotion de la culture de la wilaya d'Annaba s'appête à lancer le projet de musée virtuel du patrimoine de la ville, cluster "Annaba Innovation Center" à El Bouni, a-t-on appris lundi du président de l'association, Dalil Belkhouider. Ce projet innovant consiste en la création d'une plateforme numérique pour répertorier les différents aspects du patrimoine matériel et immatériel que recèle la wilaya d'Annaba et les compiler dans un site numérique, consultable par les visiteurs du site. Pour l'association Founoun, ce projet de musée virtuel dédié au patrimoine constitue une "initiative importante pour faire connaître et valoriser le patrimoine et contribuer à promouvoir la destination Annaba", a souligné M. Belkhouider. Dans ce cadre, les sites historiques et archéologiques de la région d'Annaba seront mis sous les feux des projecteurs à la faveur de vidéos illustrant les différents

aspects du patrimoine culturel et patrimonial de la "Coquette" (Annaba, ndlr), les habits traditionnels, les bijoux, la poterie et la dinanderie, ainsi que des images qui reflètent le patrimoine architectural d'Annaba, les quartiers et les ruelles de la vieille ville. Aussi, des images en 3D seront-elles prises et postées sur le site du musée virtuel du patrimoine local, représentant les différents aspects de la vie artistique des habitants d'Annaba et son passé artistique, a-t-il expliqué, assurant que l'association compte inviter les habitants de la wilaya à participer à l'enrichissement de ce projet par l'identification, à travers les photos, d'outils anciens de valeur patrimoniale, conservés par des familles bônoises.

Le projet sera lancé "dès l'ouverture du cluster Annaba Innovation Center à El Bouni", actuellement en phase d'aménagement et d'équipement, a indiqué la même source.

CINÉMA

Journées constantinoises du court-métrage du 11 au 13 décembre prochain

Trente-cinq (35) courts-métrages ont été réceptionnés par le comité d'évaluation de la 2ème édition du concours des journées Constantinoises du court-métrage, initiée par la maison de la culture Malek Haddad, a révélé mardi la directrice de cette structure. "Du 3 au 20 novembre courant, 35 œuvres ont été reçues par le comité d'évaluation chargé de présélectionner les courts-métrages devant concourir à l'occasion de la 2ème édition du concours des journées constantinoises du court-métrage", a précisé à l'APS, Amira Deliou, relevant que cet événement culturel qui intervient cette année à l'occasion de la commémoration des événements du 11 décembre 1961, se tiendra du 11 au 13 décembre prochain. Ouvert aux amateurs ou aux professionnels, le concours des journées constantinoises du court-métrage ambitionne de mettre en lumière les œuvres de jeunes talents tout en animant la scène culturelle, a ajouté Mme Deliou, soulignant que la priorité sera accordée aux films traitant de la Révolution algérienne ou des documentaires illustrant les œuvres révolutionnaires. Elle a, dans ce sens, détaillé que le choix du thème vise à encourager les jeunes à donner libre cours à leur talent, à feuilleter l'histoire de la lutte du peuple algérien sous des différents angles et à immortaliser. La même responsable a également souligné que le jury est composé de professionnels du monde du cinéma et d'académiciens qui se chargeront de départager les concurrents, citant le réalisateur Mohamed Hazourli en tant que président du jury, le scénariste et script doctor, Samil Soufit, et également le metteur en scène Ahmed Zir. Les trois lauréats de la 2e édition du concours des journées Constantinoises du court-métrage percevront respectivement la somme de 50 000 DA, 30 000 DA et 10 000 DA, a-t-on encore rappelé.

Les courses en direct



**HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL EULMA -
MERCREDI 24 NOVEMBRE 2021 - PRIX : SOMAA / PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 200 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
-TIERCÉ-QUARTÉ - QUINTÉ-**

Une belle empoignade pour la victoire

Ce mercredi 24 novembre l'hippodrome Bazer Sakhra El-Eulma avec ce prix Somâa réservé pour chevaux de quatre ans et plus arabe pur né-élevé en Algérie n'ayant pas totalisé la somme de 121 000 dinars, en gains et places depuis avril passé nous propose un lot de mal lotis. Logiquement le carré formé de Youmna Dilmi, Bareq, Montasar et Bachoucha se distingue du reste du peleton. Puis il y a Kefiri qui doit fournir une belle course. Sinon on peut retenir la cinquième place pour Zine de Chaillac, Dhulfiqar ou Dharif,

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. OUNS EL KASBAH. Son jockey fétiche l'a délaissé pour monter ailleurs. En plus il va porter un gros poids. Outsider lointain,

2. KEFIRI. Ce cheval est en train de chercher une issue. il est possible que c'est le moment pour surprendre. Mefiance.

3. MONTASAR. Il trouve ici un bel engagement pour se distinguer. A retenir.

4. BACHOUCHA. Cinquième lors de sa deuxième course d'entrée le 16 novembre passé. Elle peut faire mieux. A reprendre.

5. BAREQ. Ce cheval a tout pour plaire. Distance, poids et monte,

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
H. SAFSAF	1	OUNS EL KASBAH	H. ZAABAOUB	57	13	PROPRIÉTAIRE
W. BENDIB	2	KEFIRI	S. BENYETTOU	56	2	S. BENYETTOU
S. MEKIDECHE	3	MONTASAR	O. CHEBBAH	55	7	O. CHEBBAH
T. DLIH	4	BACHOUCHA	A. KOUAOUCI	55	9	K. BERRI
LA. GUIRI	5	BAREQ	JJ. MS. AIDA	54	4	PROPRIÉTAIRE
AZ. LEHAS	6	YOUNNA DILMI	CH. ATTALLAH	54	3	A. DJEBBAR
AZ. LEHAS	7	YAMAMA EL BARAKA	AB. ATTALLAH	54	5	A. DJEBBAR
M. SEBTI	8	DHARIF	T; LAZREG	54	10	AB. KARA
A. BERRAH	9	ZINE DE CHAILLAC	M. BOUCHAMA	54	8	B. BERRAH
ME. DOUKHI	10	SOMAATA	A. HAMIDI	54	6	MED. HAMIDI
AD. LAGRAA	11	LALLA EL BAHIA	A. HEBRI	53	11	S. ATTALLAH
A. LEHAS	12	DHULFIQAR	AB. CHENAFI	53	12	A. DJEBBAR
O. AZIZ	13	BLADI NOUR	M. HARECHE	51	1	PROPRIÉTAIRE

désormais on ne peut compter sans lui. A suivre

6. YOUNNA DILMI. Elle a déçu en dernier lieu, je trouve qu'elle est capable de débouser tous ses preneurs avec la monte de CH. Atallah.

7. YAMAMA EL BARAKA. Rien à voir.

8. DHARIF. Il n'a que la monte du jour à son avantage. outsider lointain.

9. ZINE DE CHAILLAC. Il a les moyens comme beaucoup d'autres outsiders d'accrocher une place.

10. SOMAATA. Pas évident.

11. LALLA EL BAHIA. Rien à voir .

12. DHULFIQAR. Ne nous a pas plu lors de sa course le mois de septembre passé où il a terminé 12e sur 13 partants sur un parcours

similaire.

13. BLADI NOUR. Il n'a même pas accroché la dixième place lors de ses six dernières sorties. Tâche ingrate.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

3- MONTASAR - 5 BAREQ - 6 YOUNNA DILMI - 4 BACHOUCHA - 2 KEFIRI

LES CHANCES

9 - ZINE DE CHAILLAC - 12- DHULFIQAR

Alger: 140 cas d'agression sur les réseaux de distribution de gaz depuis janvier 2021

Les services techniques d'exploitation des réseaux du gaz de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz (DD) de Belouizdad relevant de la Région de distribution d'Alger (RDA) ont enregistré 140 agressions sur les réseaux de distribution du gaz entre les mois de janvier et d'octobre 2021, a indiqué lundi un communiqué de cette direction. Ces agressions ont été à l'origine de 64,28 % de coupures de gaz enregistrées entre les mois de janvier et octobre, et ce au niveau des canalisations de distribution dans 13 communes relevant du ressort de la DD de Belouizdad, indique le communiqué. Les travaux de forage et de construction au niveau des structures gazières sont à l'origine de ces coupures, explique la même source, qui fait état de comportements de certains citoyens qui encombrant les placards de compteurs à gaz d'objets ménagers inutiles, ce qui complique les opérations de réparation et d'intervention rapide. Ces comportements, qui n'entraînent pas uniquement des coupures d'alimentation en gaz naturel, causent dans la majorité des cas des accidents mortels. Les intempéries et les glissements de terrain, enregistrés durant les dernières précipitations, sont également à l'origine de dégâts matériels considérables pour la direction, ajoute la source.

Covid-19 : l'OMS redoute 700 000 morts supplémentaires en Europe d'ici le printemps

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est inquiétée mardi de l'"emprise" de l'épidémie de Covid-19 en Europe, qui pourrait déboucher sur 700 000 morts supplémentaires sur le continent, portant le nombre total de décès à 2,2 millions d'ici le printemps. "On peut s'attendre à ce que les lits d'hôpitaux soient soumis à une pression élevée ou extrême dans 25 pays et à une pression élevée ou extrême dans les unités de soins intensifs dans 49 des 53 pays d'ici au 1er mars 2022. Les décès cumulés signalés devraient atteindre plus de 2,2 millions d'ici le printemps prochain, sur la base des tendances actuelles", a expliqué l'organisation dans un communiqué. Actuellement, plus de 1,5 million de personnes sont mortes du Covid dans la région. Pour l'OMS, l'augmentation des cas s'explique par la combinaison de la prévalence du variant Delta hautement contagieux, d'une couverture vaccinale insuffisante et de l'assouplissement des mesures anti-Covid. Selon ses données, les décès liés au Covid ont plus que doublé depuis fin septembre, passant de 2 100 par jour à près de 4 200 quotidiens. "La situation liée au Covid-19 à travers l'Europe et l'Asie centrale est très sérieuse. Nous faisons face à un hiver plein de défis", a affirmé le directeur régional de l'OMS pour l'Europe Hans Kluge, appelant à adopter une approche "vaccin plus", associant vaccination, port du masque, mesures d'hygiène et distanciation.

Hafid Derradji élu ambassadeur de bonne volonté

Le journaliste algérien et commentateur sportif vedette de la chaîne qatarie « belN Sports », Hafidh Derradji, a été désigné ambassadeur de bonne volonté par l'Organisation mondiale pour la paix et le développement de la diplomatie. C'est ce qu'a indiqué, hier, le célèbre speaker algérien dans un post sur son compte twitter. « Heureux et fier d'avoir été nommé ambassadeur de bonne volonté par l'Organisation mondiale pour la paix et le développement diplomatique », écrit-il dans un message transcrit en langue arabe. Il convient de noter que selon la décision de nomination, dont l'intéressé a joint une copie à sa publication, Derradji jouira désormais d'une immunité juridique selon les textes et conventions internationales et dispose d'un droit de représenter cette organisation à l'international et aux événements ayant trait aux actions humanitaires en tant qu'ambassadeur.



Démantèlement d'un réseau spécialisé dans l'agression et le vol d'automobilistes à Bouira

Un réseau spécialisé dans le vol et l'agression d'automobilistes sur l'autoroute Est-Ouest a été démantelé par les services de la Gendarmerie nationale à Bouira, a-t-on appris mardi auprès de ce corps de sécurité. Le réseau est composé de sept individus dont deux femmes, arrêtés par les services de la Gendarmerie nationale lors d'une opération menée à Djebahia (ouest de Bouira), selon les détails fournis par le chef de brigade de Lakhdaria, le commandant Oualid Benmerabet. "Nos services ont agi sur la base d'informations faisant état d'une agression contre un automobiliste sur l'autoroute Est-Ouest par un groupe de six individus qui étaient eux aussi à bord de deux véhicules. Un plan d'intervention a vite été mis en place pour arrêter les criminels", a expliqué à la presse le commandant Benmerabet. "L'intervention rapide des éléments de la Gendarmerie nationale a permis l'arrestation de trois agresseurs et la saisie de leur véhicule ainsi que des armes blanches et des téléphones portables. Trois autres criminels qui étaient en fuite ont aussi été arrêtés plus tard", a précisé l'officier de la Gendarmerie nationale. Ce réseau criminel sévissait sur l'autoroute Est-Ouest pour agresser les automobilistes à l'aide d'armes blanches. Les mis en cause, dans cette affaire, ont été présentés, lundi, devant le juge d'instruction près le tribunal de Lakhdaria, a affirmé le commandant Benmerabet.

Décès du dramaturge et journaliste Abdelkader Arrouche

Le dramaturge et journaliste Abdelkader Arrouche s'est éteint, lundi à Oran à l'âge de 78 ans, des suites d'une longue maladie, a-t-on appris de ses proches. Le défunt a été l'auteur de plusieurs textes mis en scène par de nombreux hommes de théâtre dont Medjahri Habib. Ces pièces ont été présentées sur les planches de divers espaces culturels à Mostaganem, Béchar, Sidi Bel-Abbès et Oran. Parmi ces œuvres figurent "Numidia" qui a remporté le premier prix de la première édition du Festival National de Théâtre Amateur de Mostaganem en 1967, "Zariba El-Madina" (1993) et "El-Ouarth Mathoum" produite par le "Théâtre Raouafed" de Béchar en 2018. Le défunt a pris part à de nombreux festivals nationaux et à celui de Sousse (Tunisie). Il est également l'auteur d'une pièce de théâtre "El-Kenna oua El-Ajouz" diffusée sur les ondes de la radio d'Oran. Abdelkader Arrouche, qui a occupé plusieurs postes administratifs, était également poète pour avoir composé de nombreux textes traitant de personnages historiques, dont le fondateur de l'État algérien moderne, l'Émir Abdelkader, des villes d'Algérie et de la femme. En plus de sa grande passion pour l'écriture dramatique et la poésie, le défunt était membre de la rédaction de plusieurs quotidiens paraissant à Oran. La dépouille mortelle a été inhumée, lundi, au cimetière d'Aïn El-Beida d'Oran.

La mauvaise nutrition touche près de la moitié de la population mondiale

Près de la moitié de la population mondiale souffre d'une mauvaise nutrition, avec des conséquences néfastes pour la santé mais aussi pour la planète, souligne un rapport publié mardi. Selon ce rapport annuel intitulé "Global nutrition report" (GNR), dont les données viennent d'organisations comme l'ONU, la FAO, l'OMS ou l'Unicef, 48% des humains mangent actuellement trop ou trop peu. Au rythme actuel, le monde n'atteindra pas huit des neuf objectifs nutritionnels fixés par l'Organisation mondiale de la santé pour 2025. Il s'agit notamment de réduire l'émaciation des enfants (lorsqu'ils sont trop minces pour leur taille) et les retards de croissance (lorsqu'ils sont trop petits pour leur âge), ainsi que l'obésité des adultes. Le rapport estime que près de 150 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent



d'un retard de croissance, plus de 45 millions sont émaciés et près de 40 millions en surpoids. Il révèle également que plus de 40% des hommes et femmes (2,2 milliards de personnes) sont en surpoids ou obèses. "Les décès évitables, dus à une mauvaise alimentation, ont augmenté

de 15% depuis 2010" pour représenter aujourd'hui "un quart de tous les décès d'adultes", a déclaré la présidente du groupe d'experts indépendants du GNR, Renata Micha. "Nos résultats mondiaux montrent que notre alimentation ne s'est pas améliorée au cours des dix

dernières années et constitue désormais une menace majeure pour la santé des gens et pour la planète", a-t-elle ajouté. Selon le rapport, les populations ne consomment pas les quantités recommandées d'aliments bénéfiques pour la santé comme les fruits et les légumes. Sans surprise, les pays à faible revenu ont la plus faible consommation de ces aliments. Les pays à revenu plus élevé sont ceux qui consomment le plus les aliments ayant des effets nocifs sur la santé comme la viande rouge, les produits laitiers et les boissons sucrées et ont les taux les plus élevés de personnes en surpoids.

MISE AUX POINGS

«La fraude et l'évasion fiscales ont atteint des niveaux intolérables, notamment face aux besoins de financement pour la prise en charge des exigences du budget de l'État»

Aïmène Benabderrahmane, le Premier ministre, ministre des Finances



Le Courrier d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger
Tél. : 021 73 76 78
Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA
- Est : SIE
- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf - Bouira.
Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :

redaction_courrier@yahoo.fr

LE PREMIER MINISTRE MALIEN REMONTE CONTRE LA CEDEAO : « Notre dignité ne peut pas être marchandée »

Le Premier ministre malien, Choguel Kokalla Maïga, a regretté les sanctions adoptées par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) contre 149 personnalités de la transition, ont rapporté hier des médias maliens et étrangers.

Le Premier ministre malien a lancé un message aux membres de la CEDEAO, lors de sa rencontre avec de hauts administrateurs de l'Etat malien, dans lequel il fait le lien entre la décision des sanctions et la situation dans laquelle se trouve le Mali. Déclarant en effet que «Le Mali est malade, agressé, affaibli, tombé et même humilié », c'est dans ces conditions, poursuit le Premier ministre Maïga « que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest nous sanctionne » indiquant que « nous avons besoin qu'on nous respecte. C'est pourquoi je dis que notre dignité ne peut pas être marchandée », a-t-il précisé. Le chef du gouvernement s'exprimait sur les sanc-



tions infligées contre 149 personnalités du gouvernement et du Conseil national de transition (CNT), l'organe législatif de la transition au Mali. La CEDEAO a établi, le

17 novembre dernier, une liste de 149 personnalités du gouvernement malien et du Conseil national de transition, visées par des sanctions individuelles. Tous les membres du gouvernement et du CNT sont visés. Seuls, le président de la transition, le Colonel Assimi Goïta, et le ministre des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, ne figurent pas sur la liste. "Nous prenons acte tout en déplorant la décision. Pourtant, la concertation fondée sur la bonne foi aurait permis l'instauration d'une fructueuse collaboration.

La CEDEAO nous a opposé la réalité des textes qui n'étaient pas à la base de la création de l'organisation. Nous lui avons opposé le principe de la réalité, du terrain, de l'état physique, psychologique du Mali d'aujourd'hui, de l'état de déliquescence du pays et l'insécurité généralisée", a souligné Choguel Kokalla Maïga. "Nous nous posons la question, quels intérêts des pays que nous considérons comme des pays frères, ont-ils à nous étouffer, à étouffer notre pays, à créer les conditions de sa déstabilisation ? Quels intérêts ?", s'est interrogé le chef du gouvernement malien.

R. I./Agences

R. I.

SOUDAN

12 ministres démissionnent pour protester contre l'accord avec les militaires

Douze ministres ont présenté, lundi, leur démission au Premier ministre soudanais Abdallah Hamdok, en signe de protestation contre l'accord politique conclu avec le conseil militaire au pouvoir dans le pays, ont rapporté mardi des médias locaux.

Hamdok a retrouvé son poste, dimanche, après avoir signé un accord politique avec le chef du conseil militaire au pouvoir, le général Abdelfattah al-Burhane, pour mettre fin à une crise de plusieurs semaines qui menaçait de compromettre la transition politique au Soudan. Si l'accord a été largement salué par la communauté internationale, les forces politiques soudanaises l'ont rejeté, y voyant une "tentative de légitimer le coup d'État".

Parmi les ministres démissionnaires figurent ceux des Affaires étrangères, de la Justice, de l'Agriculture, de l'Irrigation, des Investissements et de l'Énergie, selon un communiqué publié par les intéressés.

Les ministres de l'Enseignement supérieur, du Travail, des Transports, de la Santé, de la Jeunesse et des Affaires religieuses ont également présenté leurs démissions. Le communiqué indique que les cinq

ministres de la coalition des Forces de la liberté et du changement (FFC), qui partageait le pouvoir avec les militaires avant que l'armée ne prenne le pouvoir le mois dernier, n'ont pas pu assister à la réunion du cabinet de lundi.

Les ministres démissionnaires faisaient partie d'un gouvernement de transition dirigé par Hamdok qui a été dissous le 25 octobre par al-Burhane.

Celui-ci avait alors décrété l'état d'urgence et limogé le gouvernement de transition, dans un contexte de protestations et d'accusations entre militaires et politiciens.

Des dizaines de personnes ont été tuées au cours de manifestations réclamant un gouvernement civil, depuis la prise du pouvoir par les militaires le 25 octobre dernier.

R. I./Agences

SPÉCIALISÉ DANS L'ÉMIGRATION CLANDESTINE

Démantèlement d'un réseau criminel international à Bordj Bou Arreridj

Les services de la Gendarmerie nationale (GN) de la wilaya de Bordj Bou Arreridj ont démantelé un réseau criminel international spécialisé dans l'émigration clandestine, a indiqué, mardi, un communiqué du Commandement de la Gendarmerie nationale. Les éléments du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Bordj Bou Arreridj ont réussi, grâce aux technologies modernes d'investigation, à mettre hors d'état de nuire un réseau criminel transfrontalier passant par les pays maghrébins et européens spécialisé dans l'émigration clandestine, a précisé le communiqué. L'opération a permis l'identification de 27 individus membres de ce réseau criminel qui activaient sur les réseaux sociaux dont 7 membres activant depuis l'étranger, a noté la source, faisant état de l'arrestation de 14 individus, placés en détention provisoire après avoir été présentés devant les juridictions compétentes. Selon la même source, 13 mandats d'arrêt ont été lancés contre les suspects, dont 7 mandats d'arrêts internationaux contre les autres membres du réseau.

APS

LIBYE

Démission surprise de l'émissaire de l'ONU

L'émissaire de l'ONU pour la Libye, le Slovaque Jan Kubis, a démissionné de ses fonctions, une décision surprise qui intervient un mois avant une élection présidentielle cruciale dans ce pays, rapportent les agences Reuters et AFP, citant des sources diplomatiques aux Nations unies. "Kubis a démissionné", a indiqué à l'AFP un diplomate, une information confirmée par plusieurs autres sources diplomatiques. Aucune raison officielle n'a été donnée à ce stade à cette soudaine démission, à un mois de l'élection présidentielle prévue en Libye, ont ajouté ces diplomates. Peut-être qu'il "sent qu'il n'a pas assez de soutien", a indiqué une source diplomatique.

Selon Reuters, les Nations unies ont suggéré de manière informelle le nom du vieux routier de la diplomatie britannique, Nicholas Kay, pour lui succéder. Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est récemment divisé sur l'opportunité de reconfigurer la direction de la mission politique onusienne en Libye, plusieurs membres du Conseil réclamant que le poste d'émissaire soit redéployé de Genève à Tripoli. Selon des diplomates, Jan Kubis était réticent au transfert de son poste. Ex-émissaire de l'ONU pour le Liban, Jan Kubis, avait pris ses fonctions de représentant spécial de l'ONU pour la Libye en janvier dernier. Son retrait soudain du dossier libyen intervient au lendemain de la clôture du dépôt des candidatures pour briguer le poste de chef d'Etat lors du scrutin du 24 décembre. Selon la Haute commission électorale (HNEC) libyenne, 98 candidats dont deux femmes ont soumis un dossier pour l'élection présidentielle.

R. I.

RECRUTEMENT

Le Courrier d'Algérie recrute un correspondant de presse confirmé pour la wilaya de Constantine. Les candidats intéressés peuvent envoyer un CV et une lettre de motivation à l'adresse e-mail : redaction_courrier@yahoo.fr

SOUS-RIRE

Les promoteurs endettés auprès de l'ANSEJ exemptés de toutes les poursuites judiciaires ...

